

**Aucune naissance de goéland cet été près de la Daishowa**

page A-3



**Québec réclame du fédéral la gestion du plan forestier de l'Est**

page B-1



**L'acteur américain Burt Lancaster s'éteint à 80 ans**

page E-18



**INVESTISSEMENT GARANTI À INTÉRÊTS COMPOSÉS**  
Eligible au REER  
9,50%  
6 ans & 3 mois  
Intérêt composé  
Coupons  
Province de Québec  
Garanti  
Minimum 9.285.00 \$  
Pourrait devenir 15.000 \$  
Marcel Croteau  
418-647-4888  
Sujet à changements & disponibilité. \* Taxe en date du 19 octobre 1994.  
**NB NESBITT BURNS**

# LE SOLEIL

**Ste-Foy Toyota**  
...chaque Client est notre meilleur Client!

SAMEDI 22 OCTOBRE 1994

QUÉBEC, 98<sup>e</sup> ANNÉE, NO 291  
116 PAGES, 7 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVQ 0.24 3.98

MONTREAL-OTTAWA 1.50 Plus TPS TVQ

1,35\$ Plus TPS TVQ

## LES ARTS

### L'humour avec François Pérusse

L'humoriste François Pérusse vient de lancer son « Album du peuple, tome 3 ». Son succès en humour est indéniable, après deux Félix et un Juno. C. Mais, au fond de lui, c'est avant tout le goût de la musique qui bouillonne. E-1



## LE SPORT

### MAXIMUM sports



### La voix du destin de Michel Lamy

« Une chance que je parlais fort, sinon on m'aurait écrasé. » Michel Lamy raconte les hauts et les bas de sa carrière au football. À lire demain.

## LE MONDE

### Le président Clinton se rend à Damas

Bill Clinton, qui effectuera la première visite d'un président américain en Syrie depuis 20 ans, préconisera la paix globale au Proche-Orient. F-9

## L'INDEX

Annonces classées	C-8 à C-16 G-10 à G-12
Arts	Cahier E
Bonne chère	D-1 à D-3
Carières	F-1 à F-4
Décès	G-12 à G-14
Dossiers	A-15
Économie	B-1 à B-8
Éditorial	A-16
Habitat	C-1 à C-7
Horoscope	G-12
Le Monde	F-8 à F-12
Mot fléché	G-11
Mot mystère	G-15
Où aller à Québec	E-13
Tourisme	G-1 à G-8

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés	S-14

## LA MÉTÉO

Nuageux et brumeux ce matin, partiellement ensoleillé cet après-midi, max. 15, min. 7. S-16



# L'industrie du recyclage en pleine prospérité

## Inflation dans les rebuts

QUÉBEC — Nos rebuts prennent subitement de la valeur. Le prix de certains types de papier récupérés s'est multiplié par cinq, depuis juin. Nos vieilles cannettes d'aluminium rapportent deux fois plus que l'an passé. Et les vieux contenants en plastique sont achetés une fois et demie plus cher.

par MICHEL CORBEIL  
LE SOLEIL

Pour l'industrie du recyclage, la forêt urbaine que constituent nos vieux journaux et revues représente un marché particulièrement lucratif et... fou.

« Dans la catégorie "papiers mélangés", explique Léo Fradette, analyste chez Recyc-Québec, ce qui se vendait 15 \$ la tonne, il y a six mois, se vend 45 \$, mais peut même atteindre 80 \$. Pour le papier journal, les récupérateurs pouvaient recevoir 20, 25 \$ la tonne. Maintenant, certains ont jusqu'à 100 \$, 125 \$, 135 \$.

« Le phénomène a débuté en juin. Il y a eu une grosse progression en juillet. Et une très grosse, en août. »

Plusieurs facteurs se sont conjugués pour engendrer cette montée. Les lois américaines sur le recyclage ont contraint les fabricants québécois à acheter massivement les vieux papiers : en deux ans, ils en sont venus à représenter 10 % de l'approvisionnement total de l'industrie québécoise.

« Tout est arrivé en même temps, complète Jean-Paul Gilbert, haut fonctionnaire aux Ressources naturelles. La reprise économique s'est faite très forte dans les pays asiatiques ». Avec la conséquence que les Américains ont exporté là-bas 4 millions de tonnes de vieux papiers ou cartons, accroissant la compétition pour les acheter ici.

À Québec, le chef de l'exploita-



La papeterie Daishowa a la capacité de transformer annuellement 170 000 tonnes de vieux papiers.

tion de la papeterie Daishowa, André Sarasin, a vu le prix de la matière première pour son usine de désencrage doubler, de 60 \$ à 135 \$ environ la tonne. Inaugurée en 1992, ces installations ont la capacité de transformer annuellement 170 000 tonnes de vieux papiers.

« Nous ne voyons pas comment le phénomène peut se résorber, commente-t-il. Est-ce que les journaux seront capables d'encaisser le coup ? C'est un moment de vérité. Autant pour les imprimeurs que les annonceurs. »

Les avis sont partagés sur l'évolution des prix. Chez Recyc, M. Fradette rapporte « qu'ils (les prix) ont déjà commencé à fléchir. Nous ne reviendrons pas aux anciens taux. Mais ils continueront de redescendre tranquillement jusqu'en janvier. »

Le PDG de l'Association des industries forestières du Québec, André Duchesne, ne voit pas les choses du même oeil. « Rien ne laisse présager une baisse dans un avenir prochain. Je ne dis pas que les prix monteront beaucoup en-

core, parce que ce serait la catastrophe. Mais où se situe le point d'équilibre ? Dix pour 100 de plus ou 10 % de moins que la facture actuelle ? »

Mais nos vieux papiers ne sont pas seuls à générer de nouveaux profits. Recyc signale « que c'est la folie furieuse pour l'aluminium. Il se transige entre 1600 \$ et 2000 \$ la tonne, comparé à 1000 \$, l'an dernier, explique M. Fradette. » Il y a tout simplement « surdemande » à l'échelle mondiale.

Et c'est la même chose pour les

plastiques, depuis juillet. Ce qui se vendait 200 \$, rapporte 300 \$.

Encore là, la conjoncture mondiale n'est pas étrangère à ce bond. C'est le cas des plastiques en polyéthylène haute densité — dont sont faits les contenants de margarine ou d'eau de Javel —, termine M. Fradette. Deux gigantesques usines, une à Taiwan et l'autre aux Philippines, ont fermé leurs portes. Et le prix s'est envolé de 90 \$ à 170 \$.

Autre texte en A-3

## Le siège de 13 heures du quartier Saint-Roch aurait pu être évité

# Vol de 4 \$ et de billets de Canadian Tire

QUÉBEC — Le voleur armé qui s'en est pris jeudi matin au Centre d'escomptes D.R. de la rue Saint-Joseph Est est reparti avant l'arrivée des policiers avec pour seul butin 4 \$ et une liasse de « coupures » de Canadian Tire. Et le siège de 13 heures du quartier Saint-Roch aurait pu être évité.

par SOPHIE COUSINEAU  
LE SOLEIL

« Si nous avions eu la bonne version des faits, nous n'aurions jamais déclenché cette opération », a dit hier le relationniste de la sûreté municipale de Québec, Jean Minguy.

Les policiers croyaient affronter un voleur barricadé dans un magasin qui menaçait de faire sauter l'immeuble de trois étages, voire le quartier. Ils traquaient en fait un fantôme, un homme armé d'un revolver et de fusées routrières qui avait pris la clef des

champs avant leur arrivée sur les lieux.

Ignorant ce dernier « détail », les policiers ont évacué une trentaine de résidents et fermé une quinzaine de commerces dans le quadrilatère de sécurité formé par les rues Notre-Dame-des-Angeles et Saint-François Est entre Dorchester et Caron.

Le voleur est entré vers 7 h 45 par la porte avant du 270, Saint-Joseph Est déverrouillée cinq minutes plus tôt par le propriétaire, Daniel Racine. Cette version des événements, livrée hier par M. Racine, est confirmée par les enquêteurs de Québec, qui n'ont trouvé

aucune trace d'une entrée avec effraction.

« J'étais en train de préparer le café lorsqu'il est entré, dit M. Racine (ci-contre). Il m'a demandé de "barrer" la porte, de décrocher le téléphone et de lui remettre l'argent de la caisse, ce que j'ai fait. Sauf que je lui ai donné un paquet de faux, deux billets de 2 \$ cachant des billets de Canadian Tire. Il est parti vers



l'arrière du magasin, je me suis sauvé avec mon amie. » Une porte de sortie se trouve à l'arrière du commerce.

### Pas d'effraction

Jusqu'à tard jeudi soir, les policiers affirmaient, sur la foi de leurs interrogatoires, que le voleur était entré avec effraction dans le commerce avant son ouverture et qu'il avait surpris M. Racine et Julie Archangeault sur le pas de la porte. D'après ce qu'ils en savaient, le couple s'était sauvé à la vue du revolver et de la « dynamite » et le voleur était demeuré là.

« M. Racine et sa compagne nous ont dit (jeudi) que le gars était à l'intérieur quand ils sont partis, maugrée M. Minguy.

« Nous aurions été heureux de plier bagage et de retourner à no-

tre ouvrage normal, ajoute-t-il. Nous n'étions pas là pour le fun, pour un exercice. »

M. Racine affirme pour sa part qu'il a raconté le déroulement des faits à deux reprises aux enquêteurs qui l'ont gardé jeudi de 9 h à 15 h à la centrale du parc Victoria.

L'intervention musclée des forces de l'ordre n'a rien coûté de plus aux contribuables. Les effectifs habituels de policiers et de pompiers ont suffi à la tâche, et les ambulanciers sont payés à l'acte.

Par ailleurs, les citoyens évacués ne pourront être dédommagés. La Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels précise que les compensations sont offertes aux personnes souffrant de blessures physiques ou psychologiques directement reliées à un acte criminel.

**Venez voir!**

**PLACE LAURIER**  
PLACE AUX IDÉES  
ILLIMITÉES

## LA QUINZAINE DES SCIENCES

Exposition "Science, technologie et habitats" jusqu'au dimanche 23 octobre, dans le Mail central

L'Alliance des Garderies présente son exposition « L'Évolution du dessin chez l'Enfant »

jusqu'au dimanche 23 octobre, dans le Mail "Est"

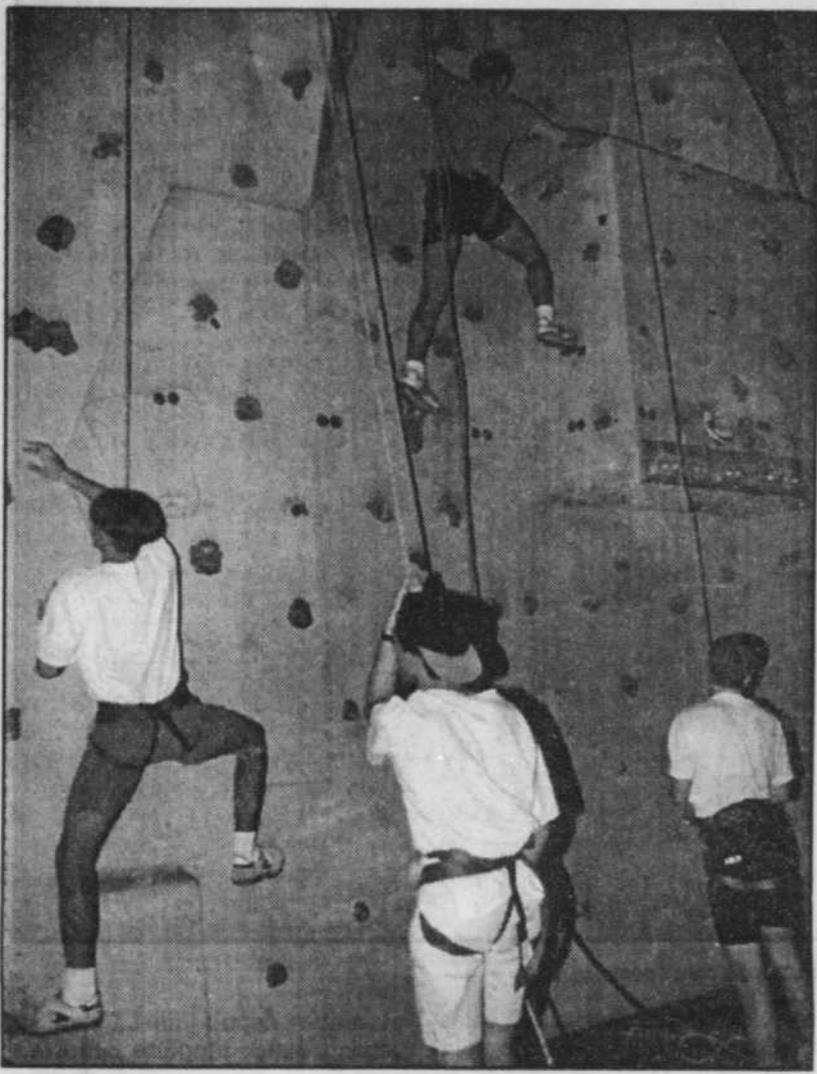
SERVICE À LA CLIENTÈLE: 651-5000



Debout au milieu de la salle, Alain Trudel, directeur adjoint du service de sécurité et de prévention de l'université, tente de rassurer les étudiantes évacuées.

## Voleur alpiniste à l'oeuvre

QUÉBEC — François Guy Thivierge, le propriétaire d'une école et d'une boutique d'escalade de Québec, a la mauvaise impression de s'être fait jouer un tour par l'un de ses émules. Sa boutique a été dévalisée, hier matin, et le voleur devait être un alpiniste pour réaliser cet exploit.



C'est par ce mur qui sert habituellement aux exercices d'alpinisme que le voleur a effectué ses manoeuvres.

par SOPHIE COUSINEAU  
LE SOLEIL

La boutique à l'intérieur de son école d'escalade, La montagne en ville roc gym, logée dans une ancienne usine située au 2350, de l'avenue du Colisée, est munie d'un système d'alarme. Et pour déjouer ce système, le voleur a fait montre de grands talents.

Il a escaladé le mur extérieur de l'édifice d'une hauteur de quatre étages. Il a arraché le grillage d'une fenêtre sur le toit puis il a fracassé la vitre. Non loin de cette fenêtre se trouve une petite terrasse au haut d'un mur d'exercice de 15 mètres.

Le malfaiteur a descendu ce mur en utilisant la technique du rappel. Une fois au sol de l'édifice, il a défoncé une fenêtre condamnée de la boutique qui servait auparavant de stand d'information.

Les coûteux sacs de couchage et sacs au dos qu'il a trouvés ont été d'une aide précieuse pour monter tout le matériel chipé : harnais, cordes, vêtements, etc. Le voleur a vu trop grand, et il n'a pu rapporter tous les objets d'abord dérobés. Ainsi, plusieurs sacs ont été laissés sur la toiture de l'immeuble.

M. Thivierge, qui estimait l'importance de ses pertes à 20 000 \$ en matinée, a révisé à la baisse ce montant : plus de 10 000 \$, a-t-il laissé tombé avec frustration en fin d'après-midi.

## Un mystérieux gaz oblige à évacuer le pavillon Lacerte

SAINTE-FOY — Une mystérieuse substance provoquant nausées, maux de gorge et quintes de toux a forcé l'évacuation de près de 300 résidentes du pavillon Agathe-Lacerte de l'université Laval, en fin d'après-midi hier. Quatre personnes incommodées par ce qu'elles croient être un gaz toxique ont dû être examinées au CHUL.

par JEAN-MARC SALVET  
LE SOLEIL

Les locataires du pavillon Lacerte, réservé aux filles, ont dû quitter leurs chambres vers 17 h hier après que l'alarme ordonnant l'évacuation de l'immeuble de cinq étages eut retenti. Elles ont été regroupées dans les pavillons d'enseignement Vachon et Pouliot.

Dépêchés d'urgence sur les lieux, les pompiers de Sainte-Foy ont ouvert les fenêtres et aéré le bâtiment à l'aide de puissants ventilateurs, pendant que des spécialistes en chimie prélevaient des échantillons d'air afin d'en faire l'analyse.

Stéphanie Plamondon, étudiante de première année en anthropologie, n'a pas été surprise le moins du monde lorsque des agents de sécurité lui ont interdit l'accès du pavillon vers 19 h.

« Ça fait trois jours que je souffre de maux de tête et de problèmes de digestion, dit-elle. Je me demandais ce que j'avais, mais je commence à suspecter une émanation toxique quelconque. »

Les analyses effectuées hier soir par les spécialistes de l'insti-

tution universitaire n'ont rien décelé d'anormal, ce qui a étonné les étudiantes qui faisaient le pied de grue depuis deux heures au pavillon Vachon.

Debout au milieu de la salle, Alain Trudel, directeur adjoint du service de sécurité et de prévention de l'université, a tenté de les rassurer du mieux qu'il le pouvait. Répondant avec patience à leurs questions, il a expliqué que « l'émanation suspecte » était localisée, selon les plaintes reçues, dans un secteur bien précis du second étage.

« Mais aucun gaz toxique n'a été détecté », a-t-il affirmé, avant de promettre aux étudiantes qu'elles pourraient réintégrer leurs chambres avant la fin de la soirée.

Les quatre jeunes femmes incommodées en fin d'après-midi sont revenues sur le campus universitaire peu après. « Les médecins n'ont rien pu dire parce qu'ils ne connaissent pas le produit qui a causé nos maux », a expliqué Marie-Claude Fournier.

Selon M. Trudel, il est possible que des résidus de produits ménagers soient à l'origine des problèmes relatés par les étudiantes.

Par mesure de sécurité, les planchers du pavillon Lacerte ont été nettoyés à fond.

Les locataires ont regagné leurs chambres vers 20 h 15, soulagées de retrouver leurs affaires mais inquiètes d'apprendre que les spécialistes n'aient pu formellement identifier la mystérieuse substance.

« Est-ce que ça veut dire que le gaz est toujours présent ? » a demandé l'une d'elles.

Des agents de sécurité devaient être postés à tous les étages du pavillon Lacerte toute la nuit afin de parer à toute éventualité et ordonner, au besoin, une nouvelle évacuation.



Stéphanie Plamondon souffrait de maux de tête depuis trois jours.

## Canadien tué en sol allemand

### Le caporal Deneault coupable de meurtre non prémédité

QUÉBEC — La cour martiale a statué, hier, que Christian Deneault est coupable du meurtre non prémédité d'un jeune Canadien en sol allemand, mettant ainsi un terme au second procès de cet ancien caporal de 29 ans.

par SOPHIE COUSINEAU  
LE SOLEIL

Les cinq officiers membres de la cour présidée par le juge Alain Ménard ont rendu leur verdict sans explication, hier, à la base militaire de Valcartier.

Cette décision met un terme à l'histoire hautement médiatisée du meurtre de John Clapp, le beau-fils d'un soldat anglophone basé en Allemagne.

Le civil de 18 ans a été assassiné à coups de couteau le 28 avril 1991 à sa sortie d'un bar du centre-ville de Lahr. Les militaires François Leclerc et Éric Laflamme, tous deux originaires de Montréal, et Christian Deneault, de Sainte-Thérèse, ont été arrêtés le lendemain du crime puis accusés du meurtre prémédité du jeune homme qu'ils ne connaissaient pas. Les trois soldats ont subi des procès séparés fin 91, début 92.

Leclerc a été acquitté. Laflamme a été reconnu coupable d'homicide involontaire et condamné à neuf ans d'emprisonnement. Quant à Deneault, il a été déclaré coupable de meurtre sans préméditation.

Condamné à l'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant 15 ans, Christian Deneault a interjeté appel, invoquant le manque d'indépendance de la cour martiale telle qu'elle était composée au moment de son procès. La cour d'appel des cours martiales du Ca-

sieurs venant d'Allemagne, d'Écosse et des États-Unis, dit le capitaine Yves Généreux, sans préciser l'importance des frais occasionnés par cette procédure.

La sentence de Deneault devrait être connue lundi, après la présentation des arguments du procureur de la poursuite, le lieutenant-colonel Benoît Pinsonneault, et de l'avocat de Deneault, le criminaliste de Québec Jean Asselin.

#### AVIS AUX LECTEURS

À la suite d'un changement à l'horaire, l'émission **LES GRANDS PROCÈS II**, qui fait la une de notre télé-horaire, sera télédiffusée mardi à **20h** et non à 21h.

#### INTER-PLUS

tirage du 21-10-94  
260835 gagne 250 000 \$  
60835 gagnent 2500 \$  
0835 gagnent 250 \$  
835 gagnent 25 \$  
35 gagnent 10 \$

#### SUPER 7

tirage du 21-10-94  
9-14-22-29-43-44-46  
(complémentaire)

10

EXTRA  
782257

#### MINI-LOTO

tirage du 21-10-94  
250204 gagnent 50 000 \$  
50204 gagnent 5000 \$  
0204 gagnent 250 \$  
204 gagnent 25 \$  
04 gagnent 5 \$

25020 gagnent 1000 \$  
2502 gagnent 100 \$  
250 gagnent 10 \$

#### LA QUOTIDIENNE

tirage du 21-10-94  
1-0-4  
7-2-7-8

#### BANCO

Tirage du 21-10-94

1-4-8-10-14-15-16-20-21-23-24-37-40-43-48-49-51-53-67-70



EMPIÈCEMENTS AUX COUDES

NOTRE CHEMISE TOILE BROSSÉE

38.<sup>00</sup>

TEXTURE D'AUTOMNE SUPERBE, PUR COTON SERGÉ BROSSÉ POUR UNE CHEMISE COUPÉE SPÉCIALEMENT POUR LE 31...COL BOUTONNÉ, PATTE DE BOUTONNAGE PLUS LARGE, DEUX POCHE PLAQUÉES, EMPIÈCEMENTS COUSUS SUR LES COUDES. BLANC, ÉCRU, BEIGE, FORÊT, KAKI, MARINE, PRUNE, ROUGE, BORDEAUX, P.M.G.T.G.

la maison  
**simons**

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

LA TROIS

LE SOLEIL

Jeunes et alcool au volant

# La tolérance zéro a fait ses preuves en Nouvelle-Zélande

QUÉBEC — Les mesures de contrôle que Québec pourrait prochainement imposer aux nouveaux conducteurs ont démontré hors de tout doute leur efficacité en Nouvelle-Zélande. Dès la première année d'application des règlements antialcool au volant, de tutorat et du couvre-feu dans ce pays, le nombre d'accidents mortels impliquant ces nouveaux automobilistes a diminué de 13 %.

par VINCENT MARISSAL  
LE SOLEIL

Le modèle néo-zélandais, ainsi que ceux de l'État du Maryland et de l'Australie, ont été scrutés pendant trois ans par le gouvernement ontarien, qui s'en est ensuite inspiré pour établir sa propre réglementation.

Depuis juin, l'Ontario impose un couvre-feu de minuit à 5 h à ses nouveaux conducteurs, leur interdit de consommer de l'alcool, de circuler sur les autoroutes et les oblige à circuler en présence d'un tuteur expérimenté.

C'est maintenant au tour de la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) de suivre avec intérêt l'expérience de la province voisine. D'ailleurs, la documentation accumulée par l'Ontario sert maintenant la SAAQ.

Cinq mois après l'entrée en vigueur des règlements, il est trop tôt pour le ministère des Transports de l'Ontario pour évaluer les impacts, mais les résultats de la Nouvelle-Zélande indiquent que les mesures portent fruit, souligne Serge Jacob, de ce ministère.

Comme l'écrivait hier LE SOLEIL, la SAAQ n'ira pas aussi loin que l'Ontario et penche plutôt pour la politique de tolérance zéro en alcool et la prolongation du permis probatoire. Un des scénarios à l'étude à la SAAQ prévoit aussi que les nouveaux conducteurs perdront leur permis pour une période de trois mois au premier excès de vitesse.

Le nouveau ministre des Transports du Québec, Jacques Léonard, n'a pas voulu commenter pour le moment les recommandations à venir de la SAAQ, mais son attaché de presse, Pierre-Jude Poulin, a confirmé hier que le comité de direction de la SAAQ recevra les recommandations d'ici une semaine ou deux. Il faudra ensuite compter quelques semaines avant que le rapport final n'aboutisse au bureau du ministre.

Déjà en 1991, la SAAQ avait recommandé la politique de tolérance zéro, mais le ministère des Transports avait jugé à l'époque

que cette mesure n'était pas socialement acceptable au Québec. M. Poulin est d'avis que les mentalités à ce sujet ont changé depuis — ce que confirme les sondages menés par la SAAQ — et souligne que des tragédies comme celle de Sillery, vendredi dernier, influencent l'opinion publique.

Tiraillements et files d'attente

Chez nos voisins ontariens, le gouvernement a éprouvé quelques difficultés à « vendre » sa nouvelle réglementation, indique Serge Jacob. « Il y a eu effectivement des polémiques autour de la liberté de mouvement des conducteurs, dit-il, mais le projet a aussi reçu des appuis de taille. Le milieu médical, des groupes comme « Mothers Against Drunk Driving » et surtout des parents qui ont perdu un enfant dans un accident de la route ont bien accueilli le règlement. Ces gens nous disaient : « Si une telle loi avait existé il y a quelques années, mon fils ne serait pas mort ».

Par ailleurs, ajoute M. Jacob, le ministère des Transports de l'Ontario a vécu « un cauchemar administratif » durant les semaines précédant l'entrée en vigueur des nouveaux règlements. Des milliers de futurs conducteurs s'étaient en effet rués aux bureaux du ministère afin d'échapper au durcissement de la loi.

Chez nous, le directeur du Centre de santé publique de Québec, le Dr Michel Vézina, s'est prononcé hier pour les projets de la SAAQ. « Le Québec pourrait même aller aussi loin que l'Ontario, a déclaré le Dr Vézina au SOLEIL. Ce sont des mesures de sécurité publiques que nous appuyons ».

Très actif dans le domaine de la prévention et de la sécurité routière au Québec, le regroupement des directeurs de centre de santé publique a fait maintes représentations en ce sens au cours des dernières années. Ils ont milité, entre autres, pour les coussins de sécurité, pour le port obligatoire de la ceinture de sécurité à l'arrière et entendent suivre de près les projets concernant les nouveaux conducteurs.



Les travaux de construction du Centre des congrès de Québec accusent un retard de deux semaines, mais son ouverture est toujours prévue pour septembre 1996.

Centre des congrès de Québec

## Coûteux retard de deux semaines

QUÉBEC — La hausse faramineuse du prix du béton cause un retard important, quoique non dramatique, aux travaux de construction du Centre des congrès de Québec.

par BENOÎT ROUTHIER  
LE SOLEIL

Les travaux de bétonnage derrière le 2 Place Québec auraient pu commencer il y a deux semaines, n'eût été de la surprise qui attendait la Société immobilière du Québec (SIQ), maître-d'oeuvre, à l'ouverture des soumissions, dit Pierre-Louis Dufresne, du service des communications de la SIQ.

La SIQ avait évalué ce contrat de bétonnage à 3,2 millions \$ tandis que l'offre la plus basse a été de 4,7 millions \$, un dépassement de 1,5 million \$ ! M. Dufresne explique que le prix du béton a fortement augmenté cette année à cause de la très forte demande.

À Sainte-Foy, la mairesse An-

drée Boucher a eu la même surprise pour le contrat de bétonnage du futur hôtel de ville, où elle a connu un dépassement de quelques milliers de dollars sur les prévisions alors que le contrat de fourniture du béton pour le poste de police a été accordé, un an auparavant, à un prix inférieur à celui prévu.

De plus, un autre contrat de bétonnage et de coffrage qui avait été accordé plus tôt pour des travaux devant le 2 Place Québec a été accordé à un prix inférieur aux prévisions.

La SIQ a décidé de retourner en appel d'offres non sans avoir modifié les plans de façon à utiliser moins de béton et plus d'acier. Malgré cela, le 15 septembre, la plus basse soumission était de 4 065 000 \$, un dépasse-

ment de 865 000 \$ par rapport aux premières évaluations et par rapport à une nouvelle évaluation, une fois les plans refaits. Cette nouvelle évaluation prévoyait un contrat de 3,8 à 3,9 millions \$.

Jusqu'ici le problème a occasionné un retard d'environ deux semaines, dit la SIQ. Mais il sera plus long car le dépassement des coûts doit être approuvé par le Conseil du Trésor qui doit d'ailleurs accepter chaque contrat de 1 million \$ et plus.

Les responsables du dossier à la SIQ ont déjà eu des rencontres avec le Conseil du Trésor sur le sujet mais ils ne déposeront que la semaine prochaine le mémoire formel. « Après cela, ça devrait aller rapidement », dit M. Dufresne.

Il semble donc que l'arrivée d'un nouveau gouvernement ne soit pour rien dans ce retard. D'ailleurs, le nouveau ministre

des Affaires municipales, Guy Chevrette, a déjà affirmé que le dossier du Centre des congrès de Québec était réglé et qu'il n'était pas question de le remettre en question.

Ce problème ne devrait pas entraîner de retard dans l'échéancier global du projet, l'ouverture du Centre des congrès est toujours prévue pour septembre 1996.

Enfin, mardi, la SIQ faisait deux nouveaux appels d'offres, l'un pour la charpente d'acier du plancher de la salle d'exposition, l'autre pour les ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques. Il s'agit de deux contrats qui coûteront autour de 1 750 000 \$ et de 1 500 000 \$ car une garantie de soumission représente généralement 10 % du contrat et ces appels d'offres exigent des garanties de 175 000 \$ et 150 000 \$. La date limite pour la réception des soumissions est le 10 novembre.

## Le recyclage du papier profite aux Américains

QUÉBEC — La flambée des prix touchant les vieux papiers achetés par les compagnies québécoises profite surtout aux Américains.

par MICHEL CORBEIL  
LE SOLEIL

Ce sont les États américains qui ont amorcé le mouvement pour récupérer journaux et revues en adoptant des lois obligeant d'en fabriquer des neufs avec un procédé contenant une part de fibres recyclées.

Les papeteries québécoises, dont les clients se trouvent principalement aux États-Unis, n'ont eu d'autre choix que de se plier à cette tendance. En 1992, six usines employaient de la pâte « désencrée » — fabriquée à partir de papier dont on a retiré l'encre. Deux ans plus tard, il y en a 18.

Or, le Québec ne peut absolument pas fournir la matière première nécessaire. Selon la société d'État Recyc-Québec, la collecte sélective aux portes des résidences ne peut offrir plus de 110 000 tonnes de résidus de papier journal; le secteur industriel, 330 000 tonnes de résidus de papier ou carton.

Au ministère des Richesses naturelles, Jean-Marc Vézina rapporte qu'il existe maintenant cinq usines de désencrage. Il leur faut 640 000 tonnes de rebuts de papier journal. Trois autres projets sont sur les tables à dessin pour accaparer 125 000 autres tonnes. C'est sans compter la mise en service d'équipement qui recycleront bientôt des rejets, sans les désencrer, comme la firme QUNO, à Baie-Comeau — ajoutant 55 000 tonnes.

La règle est donc l'importation, en provenance évidemment des grands centres urbains américains. QUNO importera tout, par exemple. Daishowa, dont l'usine se trouve au cœur même de Québec, achète 70 % de ses vieux journaux outre-frontière.

Toutes les personnes interrogées ont soutenu que cette situation ne met pas l'industrie québécoise des pâtes et papiers à la merci de leurs vendeurs étrangers. « Il se trouve plusieurs fournisseurs, aux États-Unis », explique M. Vézina.

Grâce à l'intervention de la CUQ cet été

## Aucun goéland n'est né à la Daishowa

QUÉBEC — Beau travail ! Grâce aux « bons soins » de Jean-Philippe Gingras, pas un seul bébé goéland n'est sorti des 102 000 oeufs pondus, cet été, sur les terrains appartenant à la compagnie Daishowa.



Jean-Philippe Lavoie s'est bien occupé des oeufs de goélands au cours de l'été puisque aucun petit n'en est sorti.

par MICHEL CORBEIL  
LE SOLEIL

C'est ce que laisse entendre un compte rendu de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) au sujet de l'opération, menée durant la saison estivale, pour mettre un frein à la multiplication de ces oiseaux qui agacent tant de citoyens.

Jean-Philippe Gingras, qui étudie pour devenir agent de la conservation de la faune, avait été embauché pour cueillir ou asperger d'huile les oeufs des volatiles ayant établi dans l'arrière-cour de Daishowa leur « pouponnière » pour la région de Québec.

« Le taux de réussite est de 100 % (aucune reproduction) », écrit un des responsables du service de l'environnement de la CUQ, Richard Legault. Sa note de service, datée du 13 octobre, précise que « le ramassage des oeufs a été une opération fastidieuse ».

Les goélands sont demeurés plus longtemps que prévu, précise le relevé. Il ajoute qu'il y a eu « recrudescence de la ponte », soit six oeufs par couple.

Le Service canadien de la faune a dénombré 17 000 « petits couples » chez Daishowa — d'où le chiffre de 102 000 oeufs calculé par LE SOLEIL —. C'est 4000 de moins qu'en 1993. Mais cette baisse n'est peut-être pas le juste re-

flet de la réalité. « Cet inventaire a été fait dans des conditions de dérangement des oiseaux », rapporte la CUQ.

Au chapitre des bonnes nouvelles, le responsable du dossier signale que « les goélands semblent moins agressifs, n'ayant pas à rechercher de nourriture pour leur progéniture. Il y a eu moins de plaintes, ajoute-t-il, peut-être dû au fait que les gens savent maintenant que des mesures sont prises pour les éloigner ».

L'expert préconise d'intensifier « les actions de dérangement » : en 1995, « pas d'aires protégées pour la couvoison (où les oeufs étaient badigeonnés d'huile pour empêcher la naissance d'oisillons) ; en 1996, des moyens seraient pris pour les éloigner. D'autre part, « il serait pertinent que la CUQ avise les propriétaires limitrophes pour prévenir la venue de goélands ».

La CUQ refuse de commenter le bilan avant qu'il ne soit « déposé au conseil des maires, le 15 novembre », indique son porte-parole, Benoît Jobidon. Il est trop tôt pour dire s'il y aura une deuxième campagne.

La collaboration du Service canadien de la faune est cependant acquise, a fait savoir un de ses biologistes, Pierre Brousseau. « Nous sommes disposés à émettre les permis pour le ramassage des oeufs et je serai là pour faire le suivi avec la compagnie Daishowa et la CUQ ».

**CHEVROLET LUMINA VAN 1994**

- 7 passagers • air climatisé
- régulateur de vitesse
- radiocassette AM-FM • volant ajustable

7 passagers  
AIR CLIMATISÉ

**319<sup>94</sup>\$**  
par mois

Assistance ROUTIERE

**Prêt-rachat Royal**

- Frais de gestion, transport et préparation inclus, taxes en sus.
- Prix de vente de 19 529 \$, financement de 48 mois à 9,25 %.
- Obligation totale de 15 357,12 \$, intérêt de 5929 \$.
- Sujet à l'approbation du crédit par la Banque.
- La voiture achetée devra être remise à la Banque en remboursement du solde du prêt ou refinancement du solde du prêt.

AUTOROUTE DE LA CAPITALE, BOUL. PIERRE-BERTRAND. TÉL. : (418) 687-5170

**PAYEZ MOINS UN POINT C'EST TOUT!**

**PRIX MINIMUM MAXIMUM VALEUR**

**FOURNIER**  
CHEVROLET GEO OLDSMOBILE INC.

Entrevue avec la ministre de la Culture

# Marie Malavoy, architecte du virage électronique

QUÉBEC — Le dossier de l'autoroute électronique revêt une importance cruciale pour le Québec, minorité francophone dans une mer anglophone et pour souligner la préoccupation qu'il a pour le contenu qui y sera véhiculé, le premier ministre Jacques Parizeau l'a confié à sa ministre de la Culture et des Communications, l'universitaire Marie Malavoy, également responsable de l'application de la Charte de la langue française.

par MARTINE R.-CORRIVAULT  
LE SOLEIL

Le fonds d'innovation technologique du ministère de l'Industrie, de la science et de la technologie a donc été transféré vers la Culture et les communications. La nouvelle administration indique ainsi qu'il faudra prendre garde à l'impact du «contenant sur le contenu» et prévoir des mesures pour le respect de principes fondamentaux pour la culture québécoise, en matière linguistique, par exemple.

«Il nous faudra avoir accès à des produits de qualité en français, souligne Mme Malavoy, et être en mesure d'offrir cette qualité aux gens.» Le Québec possède un énorme potentiel de créativité. Le grand défi consiste à élargir nos marchés, trouver des moyens de diffusion. Pour cela, il faut passer à l'offensive car «on n'obtient rien en restant sur la défensive».

La dynamique culturelle canadienne se trouve dans la vieille tension entre le Québec et le reste

du pays. «Quand on sortira de cette ornière, on créera autre chose, on aura d'autres rapports», espère la ministre en soulignant que l'enjeu est également majeur pour les anglophones du pays qui n'ont pas, comme nous, à cause de la langue, «une identité aussi tangible».

Marie Malavoy reconnaît l'influence qu'ont sur les Québécois les produits anglophones véhiculés par le cinéma, le disque et la télévision mais elle observe chez les jeunes qu'elle connaît, ses enfants et les étudiants de l'Université de Sherbrooke, une nouvelle sensibilité à la chanson francophone, «quand ils ont l'occasion d'en entendre». La réglementation sur la place de la musique francophone sur les ondes reste nécessaire, mais la ministre insiste pour que la vigilance s'exerce

en posant des jalons plutôt que par une police.

**Ailes rognées**

Elle reconnaît que notre Régie des télécommunications s'est fait rogner les ailes et ne peut plus exercer le mandat qu'elle détient toujours. La décision de la Cour suprême sur la téléphonie «nous a fait reculer et celle du CRTC qui autorise Bell à aller du côté de l'image, ouvre la boîte de Pandore et nous jette hors du décor; le CRTC détient le gros bout du bâton».

«Moi qui porte un projet de souveraineté, je ne vais pas leur mener une guerre à finir, mais les gens vont m'entendre répéter que pour obtenir un développement en fonction de nos intérêts culturels, comme société, il nous faut plus de pouvoirs. Sinon nous serons complètement débordés et les belles orientations sur les contenus de l'autoroute électronique, par exemple, resteront théoriques et idéologiques, dans les nuages.»

La nouvelle responsable de la Culture observe que si les artistes ont semblé prendre leurs distances devant le Parti québécois et sa cause, c'est peut-être «parce qu'ils n'ont pas senti assez de sympathie à leur endroit sur des points aussi concrets que la sécurité du revenu.»

Et c'est un dossier auquel Marie Malavoy s'est déjà attelée car il suppose des échanges avec ses collègues. «On ne peut pas prétendre que la mission culturelle est à la base de notre société et agir comme si les conditions économiques des artistes n'avaient pas d'importance.»

Elle pense également du revenu et mesures fiscales, mais aussi droits d'auteurs et précise que «l'autoroute électronique» exige un radical changement de vitesse parce «qu'on va devoir très vite répondre aux questions qui se posent».

Aux artistes, elle entend «parler du Québec comme les poètes le font. Je ne me sens pas étran-

gère à ce qu'ils représentent parce qu'ils sont au niveau du sens et que là se trouve l'intérêt d'une société.»

Conciliante et femme de concertation, Marie Malavoy n'a pas, pour l'instant l'intention de «vider les bureaux» de son ministère du personnel en place. Mais elle a rencontré son monde, exposé cartes sur table ses orientations et entend que toutes les compétences se rallient à ses objectifs, parce que, dit-elle «je suis la personne responsable devant les citoyens.»

C'est aussi pour cette raison qu'elle prolonge de quelques semaines l'existence de la SODIC (Société de développement des industries culturelles), dissoute par l'Assemblée nationale au printemps, et remplacée par la SODEC (Société de développement des entreprises culturelles) dont on parachève l'organisation et prépare la composition du conseil d'administration.



Université de Montréal  
Faculté de l'éducation permanente

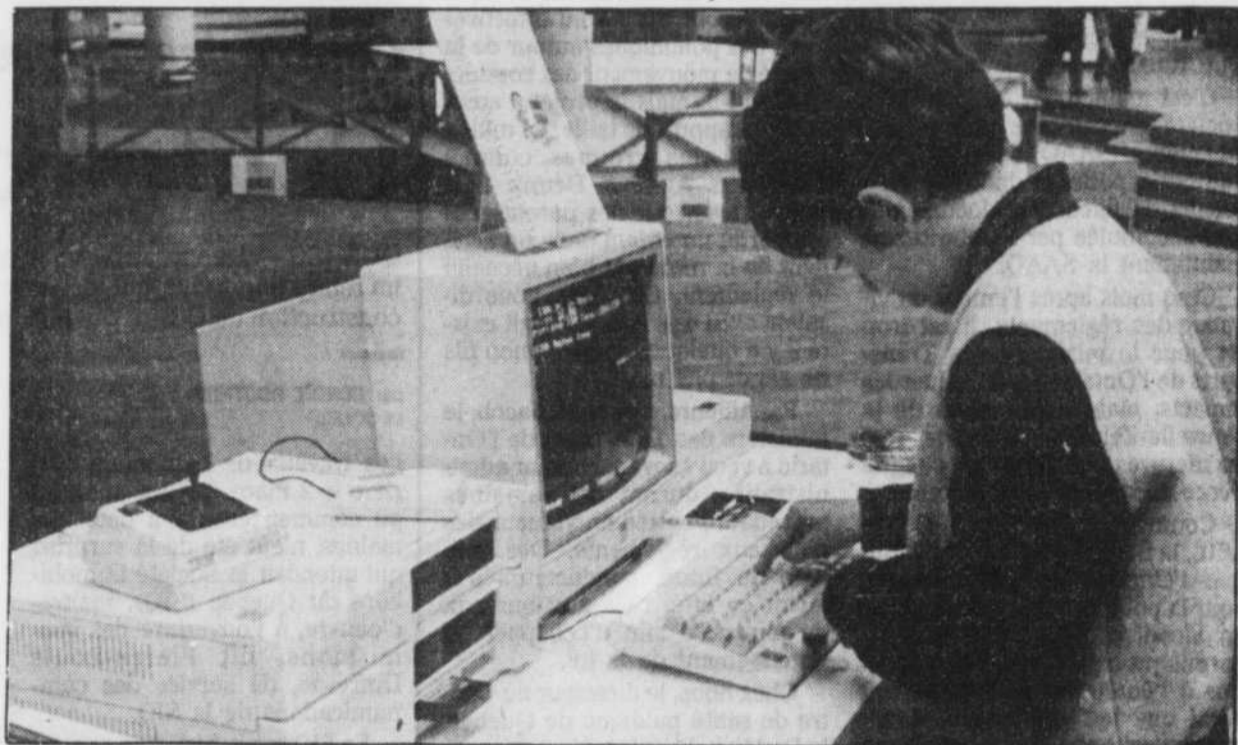
**CERTIFICATS OFFERTS À QUÉBEC  
LE SOIR**

**SOIRÉE D'INFORMATION**  
LE MERCREDI 26 OCTOBRE  
À 19 H 30 AU COLLÈGE SAINT-CHARLES GARNIER

- CERTIFICATS
- GÉRONTOLOGIE nouveau
  - GESTION DES SERVICES DE SANTÉ
  - INTERVENTION EN MILIEU MULTIETHNIQUE nouveau
  - SANTÉ MENTALE
  - TOXICOMANIES nouveau
  - SANTÉ COMMUNAUTAIRE nouveau
  - SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL

**RENSEIGNEMENTS  
ET BROCHURE :**  
Collège Saint-Charles Garnier  
1150, boul. René-Lévesque Ouest, Québec  
(Stationnement gratuit)  
Téléphone: (418) 682-8782

LE PERFECTIONNEMENT RECONNU



La ministre Marie Malavoy reconnaît que les jeunes Québécois sont fascinés par les produits anglophones véhiculés par le cinéma, le disque et la télévision. Pour contrer ces effets, il nous faut plus de pouvoirs afin de préserver la culture québécoise.

## le grand balayage d'Automne

**Jaymar**

**BARNABÉ**

CINQUANTE  
**ANS**

une tradition  
D'EXCELLENCE

**Le plus grand choix  
de meubles  
Jaymar.**

TRAITEMENT ANTI-TACHES DISPONIBLE

PRIX GRAND BALAYAGE  
FORFAIT WEEK-END GRATUIT

Très moelleux, ce mobilier complète parfaitement tous les décors. Disponible en canapé deux ainsi que trois places et fauteuil. Offert dans une variété de tissus et de cuirs.

TRAITEMENT ANTI-TACHES DISPONIBLE

PRIX GRAND BALAYAGE  
FORFAIT WEEK-END GRATUIT

Ce modèle de la nouvelle série de mobiliers inclinables de Jaymar allie confort et design. Plusieurs articles disponibles dans une variété de tissus et de cuirs.

TRAITEMENT ANTI-TACHES DISPONIBLE

PRIX GRAND BALAYAGE  
FORFAIT WEEK-END GRATUIT

Ce mobilier contemporain d'un designer québécois marie le confort au style. Plusieurs articles disponibles dans une variété de tissus et de cuirs.

Toute la marchandise **1** est payable\* dans **AN**

Sur tout achat de 300\$ et plus, sur approbation du crédit

# MEUBLES BARNABÉ

QUÉBEC

1010, Saint-Jean Baptiste  
877-1433

SAINT-VALLIER

301, boul. Saint-Vallier  
884-2874 248-5684

SAINT-DAVID

2005, boul. de la Rivière-Saint-Louis  
833-9222

LA POCATIÈRE

876, route 132  
856-3646

CANCHIN INC. MARBRE-GRANIT-ARDOISE

### MARBRE et GRANIT

Importateur-distributeur  
**SPÉCIAL D'AUTOMNE**

- TABLES salle à manger, salon, etc.
- TUILES 12" x 12" (marbre-granit-ardoise)
- COMPTOIRS cuisine, salle de bains
- RECOUVREMENT DE FOYERS

Rabais jusqu'à 35%

Livraison et installation  
262, rue Cloutier, Loretteville (Québec)  
843-3949

## N°1 au Canada

Service ouvert tous les soirs

ENCORE QUELQUES MODÈLES  
1994 EN MAIN

**accent 1995**

**4 PORTES 9995\$\***

<p>EXCEL 94</p> <p>à partir de <b>7988\$</b></p>	<p>ELANTRA 94</p> <p>rabais jusqu'à <b>1200\$</b></p>	<p>SONATA 1995</p> <p>transmission automatique gratuite <b>14995\$</b></p>
--	---	--

Transport et préparation en sus

**STE-FOY**  
HYUNDAI

HYUNDAI  
On évie à votre avantage

2650, Dalton  
parc Colbert  
Sainte-Foy  
654-9292



# Entrevue avec la ministre Marie Malavoy

## Ni de la capitale, ni de la métropole

QUÉBEC — Pour la première fois depuis qu'existe un ministère responsable de la culture au Québec, le titulaire ne représente ni Montréal ni Québec. La nouvelle ministre de la Culture et des communications, Marie Malavoy, députée de Sherbrooke, évoque en souriant le petit remous soulevé par sa nomination, dans la métropole où certains se sont inquiétés de l'aptitude de quelqu'un des régions à comprendre... la problématique culturelle montréalaise !

par MARTINE R-CORRIVAUT  
LE SOLEIL

Marie Malavoy est née à... Berlin mais n'y a passé que le premier mois de sa vie. Elle a grandi à Montréal où elle était arrivée à l'âge de trois ans, avec ses parents émigrants français. Ses deux frères et sa soeur y sont nés. Après avoir étudié au collège Marie-France et obtenu une maîtrise en sciences sociales à l'Université de Montréal, en 1972, Marie Malavoy a suivi son mari à Sherbrooke. Après avoir enseigné, puis occupé les postes de secrétaire et de vice-doyenne à la faculté des lettres et des sciences de l'Université de Sherbrooke, elle en est devenue doyenne en 1988.

Soulignant elle-même le jeu de mots car son conjoint s'appelle Racine, elle explique avoir « pris racine là-bas et les enfants y sont nés. Comme bien des jeunes élevés dans les régions, ils éprouvent une fascination pour tout ce qui touche "la grande ville", mais

conversation quotidiens, où les parents recevaient beaucoup d'amis qui en discutaient. Comme maman Malavoy était professeur d'histoire de l'art, les enfants ont très tôt été à l'aise dans les musées.

L'engagement politique allait de soi pour Marie Malavoy qui ne croit cependant pas qu'elle aurait songé devenir candidate dans une élection, alors que son fils et sa fille étaient encore petits. Mais aujourd'hui, ce sont de jeunes adultes autonomes : Tristan, le musicien, se dit content de voir sa mère à la Culture, mais Charlotte lui a déjà dit qu'elle ne voudrait jamais d'une vie aussi occupée que celle de sa mère. Leur père est avec eux et la famille réussit encore à se retrouver hebdoma-

leur mère a depuis longtemps démythifié tout cela. Je vis depuis 22 ans dans une région culturellement dynamique. Par contre, je crois qu'on trouve à Montréal des quartiers qui ont une identité propre. Ce sont comme des villages, de petites régions parfois sous-développées. »

La nouvelle ministre a grandi dans une famille où la politique et la culture étaient des sujets de

**Clinique d'ophtalmologie**  
**Dr J.R. Clément** m.d.  
C.S.P.Q., F.R.C.S. (C), F.A.C.S.  
ophtalmologiste

Traitement de la myopie et de l'astigmatisme au **LASER**

**VERRES DE CONTACT**

PLACE DE LA CITÉ  
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy, bureau 155  
(418) 654-1488

dairement, à Québec ou en Estrie.

Témoin de la Révolution tranquille, Marie Malavoy avait 20 ans quand le PQ a été créé et ne croit pas qu'une autre option aurait pu l'intéresser. Militante active, elle a quitté l'université avec l'espoir de relever de nouveaux défis. Avec le ministère de la Culture et des Communications et les régies et sociétés qui en relèvent, ce ne sont pas les défis qui manqueront.

Devenue ministre, elle constate que les femmes de sa génération ont acquis la maturité nécessaire pour occuper des fonctions importantes, y être à leur aise et surtout, ne pas éprouver le sentiment d'y accéder « parce qu'il faut maintenant des femmes partout. Cela nous fait des vies très exigeantes, avoue-t-elle, qu'il nous faut apprendre à gérer pour éviter de devenir uni-dimensionnelles. Pour moi comme pour d'autres, certaines valeurs auront toujours la priorité. »



Témoin de la Révolution tranquille, Marie Malavoy avait 20 ans quand le PQ a été créé et ne croit pas qu'une autre option aurait pu l'intéresser.

### Catherine Talbot, M.Ps. psychologue

(Membre de la C.P.P.Q., R.C.P.O.S.S., S.C.P., A.P.Q.)



Mme Catherine Talbot tient à vous aviser que son bureau privé est maintenant situé au 3943, rue Montréault Ste-Foy, près du centre médical Cap-Rouge.

Mme Talbot profite de cette occasion pour remercier les médecins avec qui elle collabore depuis plusieurs années et particulièrement les médecins de la Clinique Médicale du Chatel.

POUR RENDEZ-VOUS À SAINTÉ-FOY : **658-9903**

**CLINIQUE MÉDICALE DU CHATEL**  
9195, boul. l'Ornière Neufchâtel  
**843-5141**

POSSIBILITÉ DE CONSULTATION À DOMICILE

### ACADÉMIE RENÉ-ALEXANDRE

30 années d'expérience

#### ÉCOLE D'ESTHÉTIQUE ET D'ÉLECTROLYSE

vous offre un enseignement des plus professionnels, à la fine pointe des technologies nouvelles.

#### ESTHÉTIQUE

Jour : 9 janvier 95, 17 avril 95  
Soir : 13 février 95

#### ÉLECTROLYSE

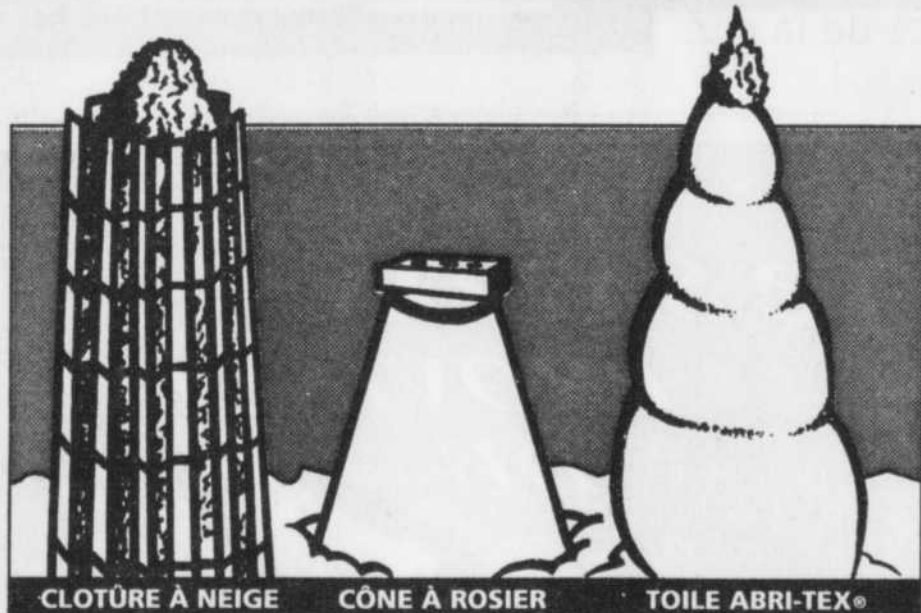
Jour : 31 octobre 94, 9 janvier 95  
Soir : 9 janvier 95

- MASSAGE SUÉDOIS
- SOINS DES PIEDS SPÉCIALISÉS
- COSMÉTOLOGIE

Diplôme de l'Académie scientifique de beauté - Paris (1926), Diplôme de l'Académie René-Alexandre - Québec.

**ACADÉMIE RENÉ-ALEXANDRE**  
839, St-Joseph Est (418) 522-0134

# Au secours des sans-abri !



L'ABRI IDÉAL CET HIVER POUR VOS ARBUSTES, CONIFÈRES, ROSIERS... SE TROUVE AU CENTRE JARDIN HAMEL.

CHAQUE SUCCURSALE POSSÈDE UN ÎLOT DE DÉMONSTRATION QUI EXPLIQUE LES DIFFÉRENTES TECHNIQUES ET PRODUITS DE PROTECTION HIVERNALE POUR VOS VÉGÉTAUX, EN PLUS D'UN PERSONNEL SPÉCIALISÉ.

**CLÔTURE À NEIGE** Bon Très bon Excellent  
EN CÈDRE EXCLUSIF     
possède 5 broches : solidité utilisation : jusqu'à 10 ans résistante à la pourriture 4' x 50' aussi en hauteur de 2' **35.87**

**CÔNE À ROSIER** Petit 36 cm x 30 cm Gros 45 cm x 45 cm **1.87 / 2.77**

**ABRI-TEX®** Toile géotextile de qualité exceptionnelle qui protège contre le froid, le vent et le sel de rue. Réutilisable. disponible en largeur de 1,1 - 1,65 - 3,3 mètres

**ÉCONO-ROUGE** Bon Très bon Excellent  
possède 4 broches utilisation : maximum 2 ans 4' x 50' **19.99**



ANCIENNE LORETTE 6029, boul. Hamel  
BEAUPORT 1350, boul. des Chutes  
LÉVIS 4800, boul. de la Rive-Sud  
CHARLESBOURG 1169, 80<sup>e</sup> rue Est  
SAINTÉ-FOY Halles de Sainte-Foy

# SONATA

1995

**14,995\$**

Transmission automatique gratuite



**HYUNDAI**  
On évolue à votre avantage



659, boul. St-Joseph, Québec  
Prolongement de la 50<sup>e</sup> Rue

**623-5471**

Transport, préparation et taxes en sus. Photo à titre indicatif

LE PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES HYUNDAI

Département des pièces ouvert tous les soirs jusqu'à 21 h.



# Les assistés n'ont plus à aller chercher leur chèque

QUÉBEC (d'après PC) — Le gouvernement québécois a suspendu l'obligation qui était faite aux assistés de se rendre en personne au bureau d'aide sociale pour toucher leur chèque mensuel de prestations.

« C'était une mesure inacceptable qui avait des effets démobilisateurs et humiliants pour 97 % des bénéficiaires », a expliqué la ministre de la Sécurité du revenu, Jeanne Blackburn, dans une entrevue à la Presse canadienne.

La députée de Chicoutimi a raconté que l'an dernier, plus de 200 000 prestataires avaient été convoqués par l'administration pour passer au bureau prendre leur chèque. Cette forme de contrôle n'a permis de déceler que très peu « d'erreurs » dans les dossiers, souvent une adresse fautive ou une inscription dans la mauvaise catégorie.

« Sur 100 personnes qui ont été déplacées et humiliées, il n'y avait que 3 % de dossiers fautifs. On a donc arrêté l'opération et on examine l'hypothèse de viser plutôt certaines clientèles cibles », a expliqué la ministre qui, en plus de la Sécurité du revenu, s'occupe

également de condition féminine dans le cabinet Parizeau.

De plus, le gouvernement remet en question la coupe mensuelle de 100 \$ infligée aux prestataires qui partagent un logement, une des mesures les plus critiquées de la réforme engagée par les libéraux. « C'était dans nos engagements électoraux de revoir cette mesure. On regarde surtout une formule pour assouplir la réduction dans le cas des familles monoparentales », dit-elle.

Pour Mme Blackburn, les contrôles sont nécessaires quand on dépense un budget annuel de 4 milliards \$ : « Il serait irresponsable de laisser la machine sans contrôle ». Mais plusieurs correctifs peuvent être apportés pour éviter justement que ces contrôles ne deviennent « tâtillons ».

### Information et perception

Une information de qualité fournie au prestataire qui en est à

sa première demande permettra d'établir correctement le montant auquel il aura droit. Pour y arriver, on envisage de produire un documentaire en vidéo. « Il faut que le prestataire soit informé correctement de ses devoirs et de ses droits. Une fois les gens informés, il y aura beaucoup moins d'erreurs dans les dossiers », croit-elle.

Quant aux mesures destinées à améliorer l'employabilité, Mme Blackburn estime qu'elles devraient viser deux catégories en particulier : les femmes chefs de familles monoparentales, et les prestataires inscrits depuis longtemps à l'aide sociale.

De façon générale, Mme Blackburn parle de la nécessité d'un « changement de perception » de la société face aux assistés. « L'objectif que je me suis donné est de redonner de la dignité à ces bénéficiaires ».

En 1993, 900 000 Québécois, soit 13 % de toute la population, ont été inscrits à l'aide sociale pendant une période plus ou moins longue de l'année.

# La perception automatique des pensions alimentaires dès le 1er mandat du PQ

QUÉBEC (d'après PC) — Le gouvernement péquiste dotera le Québec au cours de son premier mandat d'un plan de perception automatique des pensions alimentaires.



Jeanne Blackburn a qualifié d'humiliante la mesure obligeant les assistés à aller chercher leur chèque en personne.

De plus, pour servir de référence aux tribunaux, une grille des barèmes des pensions sera établie, à partir du nombre d'enfants couverts par le jugement.

C'est ce qu'a indiqué la nouvelle ministre de la Condition fémi-

nine, Jeanne Blackburn, à la Presse canadienne.

La ministre entend s'inspirer des régimes de perception automatique des pensions alimentaires qui existent ailleurs, dans certains États américains, en Ontario et au Nouveau-Brunswick.

« Le régime du Nouveau-Brunswick est particulièrement intéressant », a noté la ministre. Dans cette province, une disposition couvre le paiement des pensions par un travailleur autonome ou non salarié : une disposition prévoit le versement dans un compte en fiducie d'un montant équivalent à trois mois de pension alimentaire. S'il y a défaut de payer, le percepteur gouvernemental puise dans ce fonds.

Dans le cas d'un salarié, le régime peut fonctionner comme pour l'impôt, soit une retenue à la source effectuée sur le salaire par l'employeur.

« Il faut viser qu'un enfant ait le même niveau de vie que s'il habitait avec son père », a commenté la ministre Blackburn en rappelant que la majorité des pensions alimentaires sont versées à des femmes.

## Médecins en renfort pour l'Abitibi-Témiscamingue

ROUYN-NORANDA (PC) — La région de l'Abitibi-Témiscamingue, qui souffrait depuis quelque temps d'une pénurie criante de médecins, principalement à Rouyn-Noranda et La Sarre, pourra compter sur une vingtaine d'omnipraticiens supplémentaires d'ici juillet. Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Jean Rochon, a annoncé hier la solution retenue par son gouvernement. D'abord, le ministre désignera en janvier — soit dès qu'ils obtiendront leur permis — six omnipraticiens à Rouyn-Noranda et deux autres à La Sarre. Ces médecins, formés au Québec ou à l'étranger, seront choisis parmi ceux qui se présenteront aux examens de fin de résidence en décembre. En attendant cet apport de sang neuf, le ministre a pris les mesures nécessaires pour qu'un nombre équivalent de médecins à temps complet inscrits aux mécanismes de dépannage prévus soit immédiatement disponibles à Rouyn-Noranda. Enfin, en juillet 1995, « une dizaine » de nouveaux médecins omnipraticiens seront nommés dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Le ministre Rochon puisera dans le bassin des 200 médecins diplômés au Québec ou à l'étranger et devenant disponibles en juillet 1995.

## CLINIQUE DU DIAMANT aujourd'hui

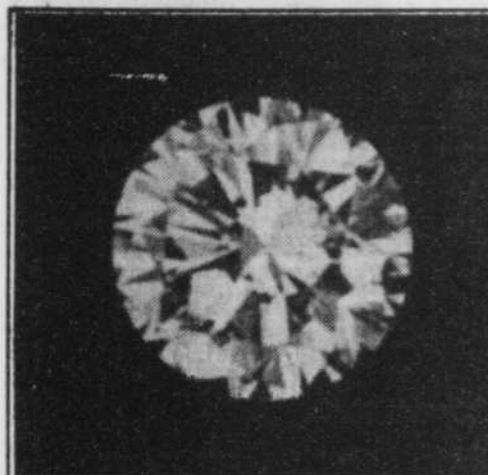
Monsieur Alain Grenet dessinera sous vos yeux la monture de vos rêves.

Monsieur Ménard, de la maison *Classic* exposera plus de 300 montures pour servir vos précieux diamants.

Bijouterie

**Lily-France**

Carrefour Charlesbourg, 628-4232



# PARTICIPEZ À

# LOTO EKO

CONCOURS

## LOTÉRIE INSTANTANÉE

La nouvelle loterie instantanée des détaillants **EKO**

PLUS DE

# 50 000 \$

EN PRIX

## Grattez et GAGNEZ\*

des lots instantanés de 1\$, 2\$, 5\$ et 1 000\$ en essence

**+ un rabais-mystère**

**FAITES LE PLEIN AUJOUR'HUI!**

Chaque fois que vous faites un PLEIN D'ESSENCE (30 litres et plus) vous obtenez un billet Loto EKO

COLLABORATION:

Limite de un (1) billet par visite.

\* si vous découvrez trois (3) lots identiques.

Détails, conditions et règlements dans les postes d'essence EKO participants.

**La pétrolière EKO**

Marque de commerce de E. Dufresne inc.

**100% Québécoise**

performance

steep stuff

ski

1 [technologie]

2 [système]

vêtements

place de la cité

Sport sélect

28 • 29 • 30 octobre 1994

# 8e SALON PROVINCIAL DU SKI de Québec

HORS LA LOI

Les Galeries de la Capitale

Bell Mobilité

Radio 93.9

LESOLEIL

Télévision Quatre Saisons

LES GALERIES DE LA CAPITALE

- MODE ET MERVEILLES -

**Buanderie, cuisine et entretien ménager à l'étude**

**Des hôpitaux mieux organisés, des millions économisés**

QUÉBEC — La réorganisation des cuisines, de l'entretien ménager et des services de buanderie dans les hôpitaux et les centres d'accueil du Québec permettrait au gouvernement de réaliser des économies de 195 millions \$ par année.

par PIERRE PELCHAT  
LE SOLEIL

Selon une étude menée par le ministère de la Santé et des Services sociaux, le potentiel d'économie est estimé à 100 millions \$ dans le secteur alimentaire, 70 millions \$ dans l'entretien sanitaire et 25 millions \$ en buanderie-lingerie.

Cette réduction des coûts n'affecterait pas la qualité des services. Les experts du ministère

soutiennent, en outre, que ces prévisions sont des minimums parfaitement réalisables.

Pour y arriver, il faudrait toutefois investir 90 millions \$ pour moderniser les cuisines. Il est question de regrouper la production des repas dans des cuisines centrales et de n'avoir que des cuisines d'assemblage dans les institutions. On parle également d'uniformiser les menus et les recettes dans tous les centres.

Ces changements obligeraient

les administrations hospitalières à réaffecter du personnel, à se doter de moyens de transport réfrigérés tout en faisant affaire, à l'avenir, avec un centre de production unique pour plusieurs hôpitaux. Le ministère reconnaît que la réduction du nombre de postes peut être difficile.

Pour y voir plus clair, le ministère a retenu les services de la firme Price Waterhouse. Ainsi, on apprend que le coût de la préparation des repas varie considérablement d'un hôpital à l'autre. Par jour, ce coût peut jouer entre 9,81 \$ dans un hôpital psychiatrique et 30,74 \$ dans un hôpital spé-

cialisé de plus de 200 lits.

Pour tous les hôpitaux et les centres d'accueil, la facture des services alimentaires s'élève à 563 millions \$ en repas par année. Environ 70 % de ces coûts sont attribuables aux salaires et autres avantages consentis aux employés. On compte près de 20 000 postes dans ces services dont près de 6000 à temps partiel sans sécurité d'emploi.

Par ailleurs, une meilleure utilisation de la lingerie et une réduction des coûts du lavage permettraient de diminuer de 20 % les dépenses dans le secteur buanderie-lingerie, toujours selon le ministère.

Dans l'entretien ménager, les économies sont réalisables dans la mesure où le gouvernement investit dans la mise en place d'un mécanisme de coordination et de support aux centres hospitaliers et aux centres d'accueil.

La privatisation de ces services ne semble pas être la solution privilégiée par le ministère. Selon le directeur de la programmation et de l'équipement au ministère, M. Michel Salvat, il est possible au

secteur public de réduire ses coûts dans ces secteurs et d'être compétitif avec le secteur privé.

D'autre part, le ministère croit que des économies importantes peuvent encore être obtenues dans l'administration générale, les laboratoires, les centres de stérilisation et de distribution, l'entretien et la réparation, les archives médicales et les services de sécurité.



La réorganisation des cuisines et autres services dans les hôpitaux nécessiterait un investissement de 90 millions \$. Mais elle permettrait d'économiser 195 millions \$ par année, selon une étude menée par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

**LIQUIDATION DE NOS MODELES 1994**

**PONTIAC FIREFLY**  
2 portes, transmission manuelle  
Transport en sus **7994\$**

**PONTIAC SUNBIRD GT 1994**  
2 portes, v6, transmission automatique, climatiseur, etc.  
Détail: 18 500 \$  
**SPECIAL 15 994\$**

**PICK-UP GMC S 1994**  
N° 1 2 0  
Transmission manuelle **11 994\$**

**BOUCHARD PONTIAC-BUICK**  
Boul. Sainte-Anne  
Château-Richer  
**824-4201**

**MON NOUVEAU CHEZ-MOI**

**Phase III maintenant en location**  
\* Résidence spacieuse et confortable  
\* Près de 150 logements de différents types  
\* À deux pas de l'église St-Pascal et de l'hôpital l'Enfant-Jésus  
\* Nombreux commerces et services à proximité  
\* Activités socio-culturelles, chapelle, cour extérieure...

**CHAMPFLEURY**

Résidence pour personnes pré-retraitées et retraitées (autonomes)  
1950, ave Champfleury, Québec Tél.: (418) 660-6011  
Heures d'ouverture: 9h à 17h tous les jours incluant les fins de semaine

**Octobre, le mois de la COUPELLERIE chez Renaud!**

**Rabais de 15% à l'achat d'une couellerie de 8 ou 12 couverts**

Offre valide sur tous les modèles en stock seulement jusqu'au 31 octobre 1994.

**Renaud & cie**  
82, rue Saint-Paul  
692-0122

Ouvert du lundi au vendredi, de 9h à 17h; samedi, de 9h 30 à 16h 30; section resto fermée.

**Être parent, on sait ce que c'est!**

**Les Dimanches-épargne Bateau Blanc**

Québec • Galeries de la Capitale • (418) 627-0666  
Québec • Place Lebourgneuf • (418) 627-1818  
Sainte-Foy • Place de la Cité • (418) 653-6223

*Faïence anglaise Johnson Brothers*

Orchard, le design qui allie l'élégance du classique et le dynamisme du moderne.  
En montre chez:

**L'exclusive**  
objets design et cadeaux

265, rue Saint-Paul  
694-9414  
(hors du mardi au jeudi)

**SOLDE**

**DE COLLECTION MAISON BLEUE**

**"LE SOLDE SUR MESURE"**

**20%** de rabais sur toutes les commandes de meubles recouverts des tissus de nos collections exclusives ou sélectionnées

**15%** sur tous les meubles et accessoires d'ameublement en magasin, tous les tissus de recouvrement, tous les tissus d'habillement

"La nouvelle façon d'interpréter votre intérieur"

**COLLECTION MAISON BLEUE MEUBLES ET DÉCORATION**

Tél.: (418) 648-9200 63, René-Lévesque Est, Québec (Québec) G1R 2A9  
Près du Grand Théâtre de Québec

**DÉBUT DES COURS**  
29 octobre ou 7 novembre 94

**École et de de diction orale communication**

**Dernière semaine pour vous inscrire au cours intensif**

**Renée Hudon, professeure**

Vous arrivez difficilement à exprimer votre pensée?   
On vous fait souvent répéter?   
Le trac vous fait perdre tous vos moyens?   
Votre voix est monotone?   
Vous évitez de prendre la parole en public?

SI VOUS AVEZ RÉPONDU OUI À UNE DE CES QUESTIONS, LE COURS DE DICTION ET DE COMMUNICATION ORALE EST FAIT POUR VOUS.

Vous apprendrez à:

- Vous exprimer clairement d'une façon ordonnée
- Développer une plus grande facilité d'élocution
- Maîtriser votre TRAC
- Placer et projeter votre voix
- Être naturel, crédible et convaincant
- Parler devant un groupe
- Améliorer votre image

**COURS INTENSIF (samedis) COURS RÉGULIER (en soirée) Exercices pratiques filmés**

Nous pourrions répondre à vos appels samedi et dimanche.

**Cours privés de diction offerts aux garçons et filles de 8 à 17 ans.**

2669, chemin Sainte-Foy, bureau 100, Sainte-Foy (Québec) G1V 1V3 (à proximité de l'Hôpital Laval)  
Pour information: Marie-Laurence Nadeau, dir. **653-1127**

# Imaginez un

# placement à capital initial garanti et à rendement potentiel supérieur.

## Voici le *nouveau* Placement combiné Desjardins!

En réalité, c'est un placement révé. Une partie du capital de départ est placée en dépôt à terme à intérêt composé de manière à reconstituer le capital initial après une période donnée (3, 4 ou 5 ans).

L'autre partie de la mise initiale est investie en fonds de placement<sup>(1)</sup> dont la valeur peut fluctuer, mais qui offrent un potentiel de rendement plus élevé.

- Le Placement combiné Desjardins peut être inclus dans un REER.
- Le placement minimum est de 5 000 \$ (versement unique).
- Il n'y a aucuns frais d'achat.
- Les fonds de placement peuvent être retirés partiellement ou totalement en tout temps.
- Le dépôt à terme est couvert par l'Assurance-dépôts du Québec jusqu'à 60 000 \$.

PRENEZ VOS RÊVES POUR LA RÉALITÉ !



La Caisse populaire  
Desjardins

ÉPARGNE et  
PLACEMENT  
Desjardins

(1) Les fonds de placement sont offerts par les Services d'investissement Trustco Desjardins inc. dans les caisses Desjardins participantes. On trouvera des informations importantes dans le prospectus simplifié disponible à la caisse. La valeur liquidative et le rendement des parts de fonds de placement fluctuent.

Desjardins L'incroyable force de la coopération.

## Manifestation mercredi à Québec

# Les professionnels de l'État désillusionnés par le PQ

QUÉBEC — Estimant que le gouvernement péquiste applique plutôt « une autre façon de couper » qu'une « autre façon de gouverner », le Syndicat des professionnels et professionnelles du gouvernement du Québec organise une manifestation mercredi midi, à Québec.

par BRIGITTE BRETON  
LE SOLEIL

« Le Parti québécois forme le gouvernement depuis moins d'un mois et il renie ses engagements de la campagne électorale », a commenté hier le président du SPGQ, M. Robert Caron. Durant la campagne électorale, les candidats péquistes avaient promis de réviser les lois 102 et 198. Cette semaine, la présidente du Conseil du Trésor, Mme Pauline Marois, a indiqué qu'elle ne pouvait réécrire le budget et qu'elle maintenait les objectifs financiers relatifs aux lois 102 et 198. Avec la loi 198, ce

sont donc 4000 postes qui seront abolis dans la fonction publique québécoise pour l'année 1994-1995.

C'est pour protester contre l'abolition de postes et pour appuyer les professionnels du ministère de l'Environnement, dont une quarantaine seront mis en disponibilité le 8 novembre, que le SPGQ organise la manifestation de mercredi. Le président Caron s'étonne par ailleurs que les députés et ministres de la région de Québec, si loquaces il y a encore six semaines, soient silencieux depuis que les ministres Marois et Brassard ont annoncé que les mises en

disponibilité annoncées par les libéraux seront maintenues.

Une rencontre est prévue jeudi entre les dirigeants du SPGQ, du Syndicat de la fonction publique du Québec et les ministres Marois et Brassard pour voir les aménagements possibles au ministère de l'Environnement.

### La CSN non étonnée

Le président de la CSN, M. Gérald Larose, se dit pour sa part peu surpris de la décision du gouvernement péquiste. « Ce qui compte en premier lieu c'est endigué, c'est de préparer les autres conventions collectives qui viennent à échéance en juin. C'est aussi réorganiser le travail et les réseaux. » M. Larose a confiance en Mme Marois car il estime qu'elle partage les mêmes objectifs que la centrale sur la réorganisation du travail et des réseaux.

## Le maintien des lois 102 et 198 complique la tâche de la CEQ

QUÉBEC (PC) — La décision du gouvernement de ne pas toucher aux lois 102 et 198 avant le prochain exercice financier complique quelque peu la tâche des syndicats dans la fonction publique.

Les deux législations prévoient un gel salarial de deux ans, la diminution de 1 % de la masse salariale (environ 170 millions \$) de l'État et la réduction de 10 % du nombre d'employés dans la fonction publique.

Au terme de son conseil général de trois jours à Québec, hier, la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) n'a pas adopté ses prévisions budgétaires pour l'année en cours et son plan d'action triennal contrairement à ce qui avait été planifié.

Les quelque 300 délégués des syndicats affiliés ont décidé qu'il vaudrait mieux réévaluer la situation financière de la centrale lors

du prochain conseil général de décembre, dans la région de Montréal.

La possibilité d'enregistrer un déficit pour une deuxième année d'affilée a incité les délégués à la prudence surtout que l'équilibre budgétaire par cycle de trois ans (quatre ans pour le premier cycle) a été une mesure qu'on a prise lors du dernier congrès de la CEQ en 1992.

« Comme on prévoit un déficit de 355 000 \$ pour l'année en cours, ajouté aux quelque 400 000 \$ de pertes financières de l'an dernier, on nous a demandé de refaire nos devoirs. Ce n'est pas un précédent », a expliqué le secrétaire-trésorier de la CEQ, M.

Alain Pélissier. Du même coup, l'adoption du plan d'action triennal a également été mis en veilleuse jusqu'en décembre.

En faisant savoir jeudi que « le gouvernement ne remet pas en question l'atteinte des objectifs financiers pour cette année », la présidente du Conseil du Trésor, Mme Pauline Marois, a déçu le mouvement syndical qui souhaitait la révision des lois 102 et 198 au plus tôt.

En outre, Mme Marois fait valoir que l'État ne peut augmenter les montants affectés aux services public et parapublic en raison du bourbier laissé par les libéraux. « Nous avons établi les prévisions de revenus en tenant compte des lois, a résumé M. Pélissier. Plus que l'annonce du gouvernement, la conjoncture actuelle est responsable de la situation qui n'est par ailleurs pas alarmante. »

## Logements idéaux pour gens du 3<sup>e</sup> âge

Vous constaterez que nos résidences offrent tous les services afin d'offrir une qualité de vie digne de nos aînés.

De plus, nos deux «Logidor» sont situés dans des quartiers à proximité des circuits d'autobus, d'hôpitaux, centre médical, centre commercial, pharmacie et dépanneur.

Vous trouverez votre future demeure des plus fonctionnelles car : tous nos logements sont semi-meublés (poêle et réfrigérateur) et contiennent une salle de bains complète et adaptée ainsi qu'un casier de remisage. Deux grands balcons sont situés à chaque étage et un stationnement est disponible pour vous-mêmes et vos visiteurs.

### Vous ne vous sentez pas en sécurité ?

Chez Logidor, notre personnel de confiance demeure SUR PLACE pour votre surveillance 24 heures sur 24. De plus, tous nos appartements sont munis de boutons d'urgence avec lesquels vous aurez une assistance immédiate en cas de malaise. Deux fois par semaine, un médecin visite les clients qui le désirent. L'entrée principale est munie d'un système intercom relié à votre logement et vous ouvrez vous-mêmes à vos visiteurs. Notre résidence de 3 étages est entièrement à l'épreuve du feu et bien entendu, nous avons un ascenseur.

### Vous ne savez plus quoi manger ?

Nos chefs cuisiniers d'expérience sauront combler vos estomacs et nos menus du jour vous seront servis à la table. De plus, nous vous offrons des menus à la carte si vous désirez un autre mets que le menu de base, et ce, SANS SUPPLÉMENT. À chaque repas, vous aurez le choix entre une soupe ou un potage. Divers desserts sont au choix également et le bar à salades est garni à souhait. Pour les aînés qui ont une diète restreinte : vous ne serez pas oubliés car une diététicienne a prévu des mets sans sel et sans sucre pour vous.

### Finis le ménage !

Une fois par semaine, notre personnel courtois se fera un plaisir d'exécuter les tâches ménagères telles que passer la balayeuse et laver votre salle de bains. Nous ferons aussi le lavage de votre literie aux quinze jours. Vous pourrez faire votre lavage personnel à la buanderie qui se trouve sur votre étage.

### Au Logidor, on ne s'ennuie pas !

De nombreuses activités sont animées pour vous telles que le bingo, culture physique, tai-chi, danse, cartes, sacs de sable, conférence, etc. Bien entendu, la messe est célébrée une fois par semaine. Un salon de coiffure est également à votre disposition. À l'extérieur, notre terrain est aménagé pour des activités telles que le mini-golf et le croquet ou simplement pour la détente.

### Vous avez besoin de plus de services ?

À Sainte-Foy, une unité d'hébergement pour les gens en perte d'autonomie a été installée et, bien entendu, une équipe de soins infirmiers veille 24 heures sur 24. Tous les services énumérés précédemment sont inclus.

**PLUS :**

- petit déjeuner ainsi que deux collations
- assistance aux soins d'hygiène
- préparation et administration des médicaments
- aide à l'habillement et au déplacement
- lavage personnel
- divers traitements dispensés par nos professionnels de la santé

Chaque appartement est muni de deux boutons d'urgence.

### NOS COÛTS ?

**Pour nos clients autonomes**

Studio à partir de	875 \$ par mois
2½ à partir de	1140 \$ par mois

**Pour nos clients semi-autonomes**

Chambre avec salle de bains moyenne à partir de	1500 \$ par mois
Studio à	1895 \$ par mois

### Venez nous rencontrer !

Depuis 12 ans, Logidor accueille des gens du 3<sup>e</sup> âge. Venez constater par vous-mêmes notre expérience dans le domaine et vous verrez que votre vie sera agréable et moins monotone, et ce, avec l'ambiance familiale que nous avons su créer au fil des années.

On vous attend lors de notre  
**JOURNÉE PORTES OUVERTES**  
le dimanche 23 octobre, de 13 h à 16 h  
Contactez-nous au  
**628-7729**  
Charlesbourg

# LOGIDOR CHARLESBOURG

4220, place Orsainville, Charlesbourg

Services essentiels

# La STCUQ et les chauffeurs établissent leurs listes

QUÉBEC — S'il déclenche une grève samedi prochain, le syndicat des 700 chauffeurs d'autobus de la STCUQ accepte de maintenir le service de base durant les heures de pointe et d'assurer le transport des élèves le midi. Aucun service ne serait toutefois assuré les fins de semaine et les jours fériés.

par BRIGITTE BRETON  
LE-SOLEIL

Si elle est approuvée par le Conseil des services essentiels, la liste syndicale prévoit aussi que les parcours Métrobus seront maintenus entre 6 h 15 et 9 h 15 et de 15 h à 18 h, mais que les parcours express et PVA (parcours à vitesse accélérée) seront abandonnés. La liste dressée par le syndicat a été transmise hier au Conseil des services essentiels qui peut l'approuver ou suggérer des recommandations. Une audition aura lieu mardi.

La STCUQ conteste la liste syn-

dicale. Elle réclame les parcours express et PVA aux heures de pointe, de même que le maintien des lignes Métrobus (800 et 801) toute la journée. La STCUQ souhaite également que les chauffeurs offrent le service intégral après 22 h 30 afin de permettre le retour à la maison des étudiants.

Suspendues depuis vendredi dernier, les négociations n'ont pas repris hier entre la Société de transport de la Communauté urbaine de Québec et le syndicat des chauffeurs. Les deux parties concentrent plutôt leurs énergies sur la préparation de la grève. « A moins d'un miracle, la grève sera

déclenchée samedi prochain », a déclaré hier le négociateur syndical de la CSN, M. Richard Fortin.

Le président de la STCUQ, M. Claude Larose, espère pour sa part un règlement. « Si le syndicat démontre plus d'ouverture, c'est possible d'améliorer les salaires s'il accepte des aménagements à la convention. »

La convention collective des chauffeurs est échu depuis juin. Refusant toujours d'expliquer ses demandes, le syndicat dit réclamer des augmentations salariales et des améliorations aux conditions de travail de ses membres dont les salaires sont bloqués depuis deux ans.

La STCUQ dit pour sa part ne pas s'opposer à la bonification des

conditions salariales et de travail de ses chauffeurs, si ceux-ci fournissent en retour des économies. La STCUQ vise trois objectifs : la fiabilité du service, le contrôle des coûts et le paiement du stationnement.

## De l'acide sur la voiture de l'épouse du président

SAINTE-FOY — La voiture de l'épouse d'un directeur de la STCUQ, dont on ignorait encore l'identité hier soir, a été vandalisée par des inconnus hier à Sainte-Foy. Les vandales ont versé un acide sur la carrosserie du véhicule garé dans le stationnement de la résidence familiale.

# BAZAR

## Stoneham

LOT D'ACCESSOIRES EN SPECIAL

PLANCHES À NEIGE AVEC FIXATIONS 1993-94 299<sup>99</sup>

VÊTEMENTS DE "SNOW" BLACKBALLS Ex: Pantalon 99<sup>99</sup>

LOT D'EQUIPEMENT JUNIOR D'OCCASION

ENSEMBLES DE SKI COMPLETS • Ski Atomic • Fixation Salomon • Bâtons • Bottes Munari 249<sup>99</sup>

SOLDE DE COMPAGNIE Surplus d'inventaire Stock neuf de 1991 et plus Aubaine incroyable

Plus de 1000 paires de bottes 500 paires de ski, etc. À LIQUIDER

SKIS HAUT DE GAMME "DEMO" à partir de 150\$ Fixations incluses

848-4412

FIN DE SEMAINE DE 9h À 17h AU SOUS-SOL DU CHALET PRINCIPAL

# FRAIS OUVERT À ST-ROMUALD

ST-ROMUALD • ST-JEAN CHRYSOSTOME • CHARNY

SPÉCIAUX EN VIGUEUR DANS TOUTES NOS SUCCURSALES

<b>BANANES</b> Produit Importé 55¢ le kilo <b>25¢</b> livre	<b>BROCOLI</b> Produit du Québec, gr.14 <b>45¢</b> chacun	<b>CHAMPIGNONS</b> Blancs, café ou tranchés, frais, de l'Ontario <b>85¢</b> chopine	<b>FÈVES VERTES</b> Produit des États-Unis, préemballées 2,09\$ le kilo <b>95¢</b> livre	<b>CAROTTES 10 livres</b> NANTAISE, produit du Québec <b>1.25\$</b> sac de 10 livres
<b>PAMPLEMOUSSES BLANCS OU ROSES</b> Produit de la Floride, gr.56 4 pour <b>75¢</b>	<b>KIWIS</b> Produit de la Nouvelle Zélande, gr.42 3 pour <b>45¢</b>	<b>CANTALOUPE</b> Produit importé, gr.23 <b>75¢</b> chacun	<b>AVOCAT HASS</b> Produit du Mexique <b>45¢</b> chacun	<b>ÉPINARD</b> Frais, produit du Québec, sac de 10 onces (284 gr) <b>95¢</b> sac de 284 gr
<b>OIGNONS 5 livres</b> Produit du Québec <b>85¢</b> sac de 5 livres	<b>CHOUX DE BRUXELLES</b> Produit du Québec <b>95¢</b> chopine	<b>POIREAU</b> Produit du Québec <b>45¢</b> chacun	<b>LAITUE BOSTON VIVANTE</b> Produit du Québec, de serre, culture hydroponique <b>95¢</b> chopine	<b>DATTES D'ALGÉRIE</b> Contenant de 150 grammes <b>95¢</b> sac de 150 gr
<b>SAUCISSES FUMÉES</b> BILOPAGE, 450 grammes <b>95¢</b> paquet de 12	<b>FROMAGE MOZZARELLA</b> STELLA, de Saputo, préemballé 6,50\$ le kilo <b>2.95\$</b> la livre	<b>BRIE FRANÇAIS</b> CHÂTEAU DE FRANCE, produit importé 10,91\$ le kilo <b>4.95\$</b> la livre	<b>FONDUE PARMESAN</b> LA PAYSANNE, emballage de 4 portions <b>1.65\$</b> pour 4 portions	<b>CROISSANTS FRANÇAIS</b> Frais du jour <b>1.95\$</b> emballage de 6

# LE JARDIN MOBILE

NEUFCHÂTEL 2065, boul. Bastien 842-3084	CHARLESBOURG 1047, boul. du Jardin 627-0344	STE-FOY 3440, de la Parade 657-7717	NEUFCHÂTEL 9210, boul. l'Ornière 842-0209	LÉVIS 51 route Kennedy 835-5526
BEAUPORT 344, Seigneuriale 661-7997	CHARLESBOURG 4145, 11ère Avenue 622-2291	CAP-ROUGE 1198, Jean Gauvin 872-7473	STE-FOY 2700, chemin Ste-Foy 651-2717	BERNIÈRES 585 Route 116 831-4611

À ST-ROMUALD, 835 41ème Avenue, 834-3232, près du nouveau McDonald

SPÉCIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 23 OCTOBRE INCLUSIVEMENT.

NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS. NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX EN MAGASIN.

## Professionnellement André Julien.

Grande salle d'exposition avec plusieurs modèles de cuisines et salles de bains.

Chaleureuses et fonctionnelles, les cuisines signées André Julien sont irrésistibles.

Réalisées avec professionnalisme, elles sauront répondre à toutes vos attentes.

CUISINES DESIGN

Bureau et salle d'exposition : 137, rang 2 Deschambault Cité Portneuf G0A 1A0 tél.: (418) 286-3830 (418) 873-3995 À 30 minutes de Québec

## Le Mac? Pas sorcier!

Vous aimeriez avoir un ordinateur que toute la famille pourra utiliser aisément? ABRACADABRA! Le voici!

LC 575

Macintosh LC 575

4 Mo de mémoire vive  
Disque rigide 180 Mo  
Moniteur couleur  
RVH intégré (26)  
Clavier étendu  
Norms  
Logiciel ClarWorks

1819\$

Trousse Multimédia

Lecteur AppleCD 300e Plus  
haut parleurs, casque d'écoute,  
6 logiciels CD\*

495\$

À un prix qui tient presque de la magie!

# Click!

CONCESSIONNAIRE AUTORISÉ DIVISION DÉTAIL DE MICRO LOGIC

2786, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy (418) 654-0506

Offre valide jusqu'à épuisement des stocks. Prix sujets à changement sans préavis.  
\*Logiciels CD et manuel de l'utilisateur disponibles en anglais seulement. Apple, le logo d'Apple, AppleCD 300e Plus et LC sont des marques déposées d'Apple Computer inc.

# Le Parti québécois a sa liste des gens à écarter

MONTREAL (PC) — Le gouvernement du Parti québécois a établi une liste noire des présidents de sociétés provinciales qui ont été nommés par l'ancien gouvernement libéral, ont indiqué hier certaines sources.



Le président de Domtar, M. Paul Gobeil.



Le président de la Caisse de dépôt, M. Guy Savard.

La liste des personnes qui pourraient être congédiées comprend le président d'Hydro-Québec, Richard Drouin; Guy Savard, le président de la puissante Caisse de dépôt et placement, qui administre le fonds de retraite de 47 milliards \$ du Québec; et Paul Gobeil, le président de la compagnie de produits forestiers Domtar.

« Il y a une foule de rumeurs qui circulent et selon lesquelles le PQ aurait décidé de se venger de certaines personnes associées aux anciens premiers ministres (Robert Bourassa et (Daniel) Johnson) », a déclaré un grand homme d'affaires bien connu dans l'entourage du gouvernement et qui a parlé sous couvert de l'anonymat.

« Remplacer des gens comme Drouin et Savard coûtera des millions de dollars, mais le PQ semble prêt à se servir des deniers publics pour placer des gens qui suivront leur programme politique. »

## Richard Drouin

En haut de la liste noire du PQ figurerait le nom de M. Drouin, qui est un ami de M. Bourassa.

M. Drouin détient un contrat avec Hydro d'une valeur d'environ 300 000 \$ par année, y compris les primes, qui va jusqu'en 1997. Son annulation coûterait à peu près 1 million \$ en indemnité de départ au gouvernement du premier ministre Jacques Parizeau.

On chuchote déjà le nom de deux personnes comme éventuels successeurs de M. Drouin: Yves Duhaime, qui a occupé brièvement le poste de ministre des Finances du PQ dans les années 1980, et Rodrigue Biron, un ancien ministre péquiste de l'Industrie.

Le PQ a carrément nié hier l'existence d'une liste noire.

« On ne projette aucun licenciement », a affirmé Marie-Josée Gagnon, porte-parole de M. Parizeau. « Nous ne pouvons prédire l'avenir mais rien n'est prévu pour l'instant. »

À la Caisse de dépôt, M. Savard et le président Jean-Claude Delorme ont tous deux été nommés durant l'ère Bourassa. Un des principaux anciens conseillers de M. Bourassa a indiqué hier que M. Delorme peut peut-être se sentir en sécurité mais qu'il n'en est pas de même pour M. Savard.

Le ministre des Finances péquiste Jean Campeau, un ancien président de la Caisse, est censé croire que M. Delorme a fait du bon travail dans cette agence qui administre le fonds de retraite du gouvernement.

« Alors, si quelqu'un doit partir pour faire de la place pour quelqu'un du PQ, ce sera Savard », a ajouté l'ancien conseiller, qui a aussi demandé à demeurer anonyme.

À Domtar, une société du gouvernement provincial, le président Pierre Desjardins et le président du conseil d'administration Paul Gobeil sont également des per-

sonnes nommées par M. Bourassa.

Selon une source haut placée,

M. Desjardins est relativement sûr de conserver son poste, qui lui rapporte environ 500 000 \$ par

année. L'annulation de son contrat pourrait coûter trois fois cette somme au PQ.

M. Campeau, qui a déjà occupé la présidence du conseil d'administration de Domtar après avoir quitté la Caisse, a reçu une indemnité de 375 000 \$ de la part du gouvernement libéral lorsqu'il a été remplacé par M. Gobeil chez Domtar.

La source du ministère de l'Industrie a indiqué que M. Campeau a beaucoup de respect pour M. Desjardins mais que M. Gobeil « figure sans aucun doute sur la liste noire du PQ ».

## «L'entente est bonne avec le ministre»

SAINTE-FOY — Le président d'Hydro-Québec, Richard Drouin, est agacé à la fois par les rumeurs sur son avenir personnel et par les liens qui ont relié la société d'État à des groupes ésotériques.

par NORMAN DELISLE  
de la Presse canadienne

« Bien sûr que je vois les rumeurs qui concernent mon avenir comme tout le monde les voit, mais je suis encore président d'Hydro-Québec, je fais ma job et c'est "business as usual", » a déclaré M. Drouin hier soir à la Presse canadienne, alors qu'il participait à l'université Laval à un colloque pour marquer les liens qui unissent depuis 50 ans Hydro-Québec et cette institution universitaire.

M. Drouin a expliqué avoir rencontré récemment à quelques reprises le ministre responsable d'Hydro-Québec, François Gendron. « L'entente est très bonne » avec le ministre, a-t-il fait valoir.

Le mandat de M. Drouin à la tête de la plus importante société d'État du Québec doit prendre fin en juin 1997, mais des rumeurs se font persistantes, voulant que M. Drouin soit remplacé par quelqu'un qui soit plus en communion d'esprit avec le nouveau gouvernement péquiste.

Le nom de l'ancien ministre Yves Duhaime a été mis de l'avant. M. Duhaime a justement annoncé avant hier sa démission de l'entreprise qu'il dirigeait.

« Je ne peux pas m'en remettre à des rumeurs quand je suis à la tête d'une entreprise de 25 000 employés. Je suis dans le travail quotidien. C'est clair que j'ai entendu tout ce qui s'est dit au cours des derniers mois mais si j'écoutais tout ça... Je préfère m'en remettre au gouvernement qui est l'actionnaire principal », a dit le président d'Hydro-Québec.

**Et les groupes ésotériques**  
Par ailleurs, M. Drouin est aussi agacé par les liens qui ont été révélés au cours des derniers mois entre Hydro-Québec et certains groupes ésotériques comme l'Ordre du temple solaire et la Mouvement du Graal.

Cela nuit à l'image d'Hydro-Québec mais il faut remettre ces choses en perspective, explique Richard Drouin.

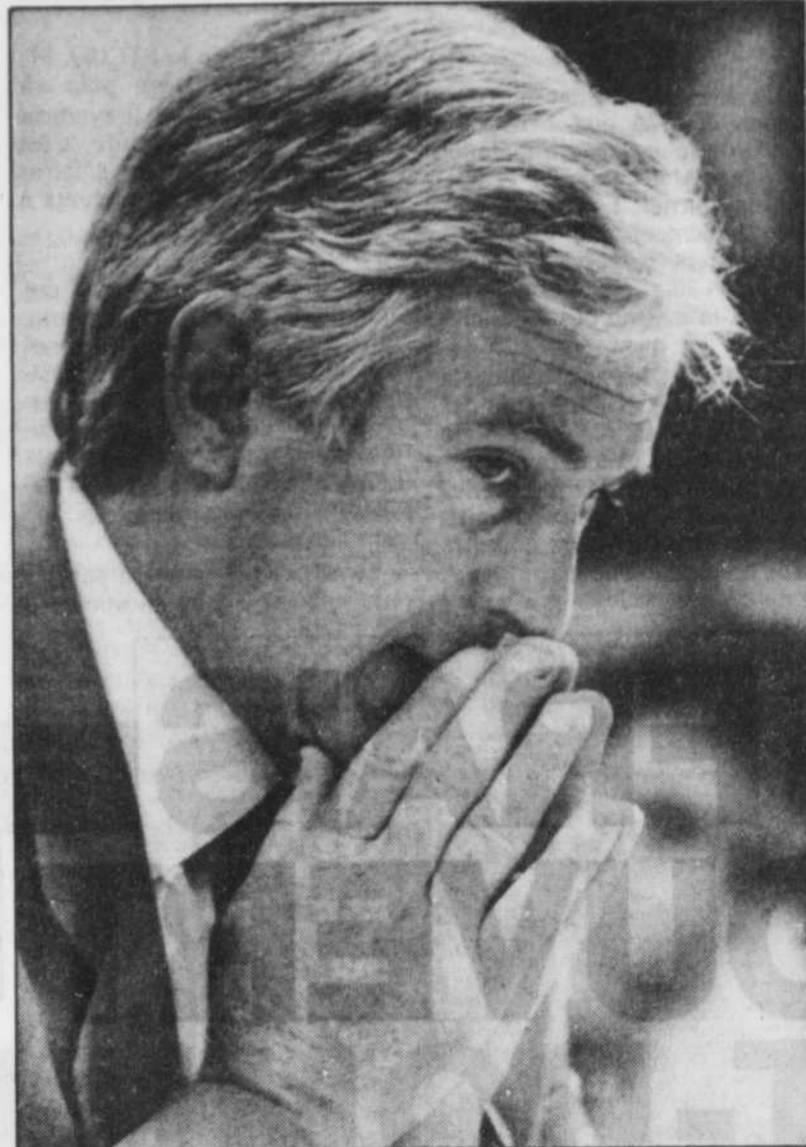
La société d'État dépense annuellement pour ses employés quelque 50 millions \$ en formation, dont les trois quarts sont en formation technique, et le reste en formation de gestion.

« C'est normal que là-dedans, on puisse trouver des choses qui paraissent un peu "flyées", mais on n'est pas pour se mettre à vérifier, chaque fois que quelqu'un va donner un cours, à quelle religion ou à quelle secte il appartient. Ce qui est important, c'est ce que le cours contient. »

M. Drouin a donc demandé qu'on vérifie le syllabus des cours avant qu'ils ne soient donnés. Il a aussi rappelé que plusieurs entreprises avaient déjà inscrit leurs employés à des cours donnés par l'entreprise Circa, dont le nom a défrayé la manchette depuis quelques jours.

Cette liste comprend des firmes aussi sérieuses que Gaz Métropolitain, des banques, des agences fédérales, des multinationales, des universités, des hôpitaux, des municipalités et des établissements de services sociaux.

« Il faut remettre tout cela dans le contexte. On tente de faire ressortir des choses inhabituelles, mais quand tu donnes des cours à des jointeurs, soit ceux qui travaillent sous terre à faire des joints, ce n'est pas de l'ésotérisme », a conclu M. Drouin.



Le président d'Hydro-Québec, M. Richard Drouin.

# Faites-vous 12 hres\* de route de trop pour faire du ski?

Si vous empruntez l'autre boulevard pour aller faire du ski, et ce pour toute une saison, vous passez 12 heures\* de plus sur la route que si vous alliez à Stoneham.

## L'ÉCONOMIE PAR L'ACCÈS DIRECT

Du coin La Capitale/Laurentienne jusqu'à Stoneham, ça ne prend que 16 minutes via l'autoroute 73. C'est pas mal moins que les 33 minutes (1 h 06 aller-retour) nécessaires pour aller à l'autre centre... si vous ne rencontrez qu'un seul feu rouge. C'est simple, pour l'aller-retour, c'est plus d'une demi-heure de plus sur vos skis plutôt que sur la route! Pensez-y, dès que vous êtes sur la 40, Henri IV, Duplessis ou de la Capitale, il n'y a plus aucun feu jusqu'à Stoneham.



## PÉAGE SUR 6 MOIS

Stoneham vous offre la possibilité d'étaler le paiement de votre abonnement sur 6 mois grâce aux paiements préautorisés.

## SKI GARANTI

En plus de tous les avantages offerts aux abonnés, si vous ne skiez pas le nombre d'occasions prévu pour rentabiliser votre abonnement, Stoneham vous créditera la partie non utilisée sur l'achat de votre prochain abonnement.

Tous les détails à la station.

Abonnez-vous à Stoneham par téléphone, par télécopieur, par la poste ou à la station, les samedis et dimanches entre 10h et 16h.

## TARIFS DE PRÉVENTE - VALIDES JUSQU'AU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1994

ABONNEMENT INDIVIDUEL		ABONNEMENT FAMILIAL	
Tarifs (taxes excl.)	Mensualités (frais et taxes incl.)		
Adultes	595\$	2 membres	1 080\$ 208,91\$
Étudiants (16-22 ans)	460\$	3 membres	1 270\$ 245,00\$
Enfants (7-15 ans)	300\$	4 membres	1 440\$ 277,28\$
65 ans et plus	300\$	5 membres ou plus	1 510\$ 290,57\$
Enfants de 6 ans et moins	gratuit	ABONNEMENT SEMAINE ET SOIR	315\$ 63,62\$
		ABONNEMENT SOIR	210\$ 43,68\$

Tarifs sous réserve de modifications sans avis préalable. Règlements complets disponibles à la station.

# St<sup>73</sup>neham

1420, avenue du Hibou, Stoneham (Québec) G0A 4P0 Téléphone: (418) 848-2411 Télécopieur: (418) 848-1133

\*Basé sur une saison de ski de 24 occasions en partant du coin La Capitale/Laurentienne.

POUR LE SKI. POUR LE PRIX. PAR L'AUTOROUTE.

Le monde des  
**FONCTIONNAIRES**

par GILBERT LEDUC  
LE SOLEIL

**Infiltrations des sectes:  
un appel à la vigilance**

**E**n dépit du barrage procédurier propre aux organisations gouvernementales, la fonction publique et parapublique n'est pas à l'abri, dans le cadre des activités de perfectionnement et de développement offertes à ses employés, des infiltrations commises par des groupes ésotériques plus ou moins suspects.

Les « relations » révélées de l'Ordre du temple solaire et du Mouvement du Graal avec des cadres d'Hydro-Québec et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) montrent au grand jour que l'État et ses composantes possèdent bien peu de moyens de vérifier les véritables motivations des nombreux consultants en gestion de personnel qui soumettent leurs services aux ministères et organismes.

« C'est illégal, en vertu de la Charte des droits et libertés, de demander à quelqu'un ses croyances religieuses », évoque le directeur général des achats au Conseil du Trésor, Michel Gagnon, qui gère un répertoire gouvernemental des fournisseurs de services de formation et de perfectionnement appelé le RAP (Regroupement des achats en perfectionnement).

Incapables, donc, d'aller scruter l'âme et le cœur des consultants, l'État doit s'en remettre, malheureusement, au phénomène du fait accompli. « Si un consultant a recours dans ses méthodes d'enseignement à des techniques ou des croyances bizarres, nous ne le savons qu'après coup », témoigne Albert Thibault, directeur des ressources humaines au ministère de la Justice.

Au moins une fois par mois, un comité interministériel de développement, composé de dirigeants gouvernementaux évoluant dans le secteur des activités de perfectionnement et de formation, se réunit pour faire le point sur les différents dossiers de l'heure. « Si un ministère a connu une mauvaise expérience avec un consultant, tous les autres sont aussitôt informés », assure Albert Thibault.

Si la responsabilité de la formation des employés dépend de chacun des ministères et organismes, le RAP sert fréquemment de phare pour les directeurs de ressources humaines. Huit fois sur dix,

ils consulteront le répertoire mis au point par le RAP pour choisir la firme qui offrira les enseignements à leurs employés. Un ministère peut sélectionner un consultant qui n'apparaît pas au répertoire. Il doit cependant obtenir l'aval du sous-ministre ou d'un sous-ministre adjoint. Si le contrat de service est supérieur à 10 000 \$, une procédure d'appel d'offres se met en branle au cours de laquelle une série de vérifications est effectuée sur le compte des soumissionnaires.

Les consultants dont le nom apparaît au fichier du RAP ont préalablement soumis une foule d'informations au regroupement au sujet de leurs dirigeants, de la compétence des formateurs et du contenu des cours offerts. Si pertinents soient-ils, ces renseignements n'assurent pas à 100 % que l'on n'a pas affaire à une secte mystique quelconque.

Selon des vérifications effectuées par LE SOLEIL auprès de ministères, on ne se souvient pas de cas, au cours des dernières années, où un groupe ésotérique se serait infiltré dans le réseau des consultants en formation. Il y a bien sûr les deux fonctionnaires qui, au cours des derniers mois, ont suivi un cours donné par la firme Circa, dont le président, Gilles Charest, est membre du Mouvement du Graal, mais il n'y a pas eu encore de plainte au sujet du contenu du cours ou des méthodes d'enseignement utilisées.

Pour le président de l'Office des ressources humaines, Claude Beausoleil, ce qui s'est passé (et peut-être ce qui se passe encore ?) à Hydro-Québec ou à la SCHL relève de l'exception. Il souligne cependant que ces deux cas doivent amener les gestionnaires publics à faire preuve d'encre plus de vigilance dans le choix des firmes spécialisées dans la formation des employés.

« Comment pouvons-nous nous protéger pour éviter toute infiltration suspecte, je n'ai pas la solution miracle », avoue Michel Gagnon. « Pour l'instant, il s'agit, notamment pour le RAP, d'être encore plus vigilant et d'informer sans délai les ministères et organismes aussitôt qu'un doute s'installe au sujet d'un consultant ».

**Nomination**

Le gouvernement du Québec « repêche » Pierre Laflamme du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec pour occuper les fonctions de secrétaire général associé à la concertation au sein du Conseil exécutif. En étroite collaboration avec la ministre Louise Harel, il s'activera afin de débloquent le dossier de la formation professionnelle.

Nommé pour un mandat de 18 mois, M. Laflamme est un outsider de la fonction publique. À l'emploi du Fonds de solidarité depuis 1985, il occupait, depuis 1989, le siège de premier vice-président aux opérations et ressources humaines.

Pour joindre l'auteur de ces lignes ou adresser vos communications : Tribune de la presse, s/s de Gilbert Leduc, 1050, rue Saint-Augustin, Bureau 22.2, Québec, G1R 5A4. Tél. : 644-4015. Télécopieur : 647-3451.

**DISPARAISSEZ  
DE LA CARTE  
PENDANT  
DEUX JOURS.**

**F O R F A I T**

*Magie et mystère*

À PARTIR DE  
**75,50\$**  
PAR PERSONNE\*

Le samedi  
12 novembre,  
l'atmosphère du  
Manoir Richelieu et  
du Casino de  
Charlevoix est  
magique. Durant

votre repas du soir, vous passez de la réalité au rêve en un coup de baguette. Et la soirée ne fait que commencer; après, il y a le Casino... Réservez votre forfait Magie et mystère maintenant! Offert à partir de 75,50 \$ par personne en occupation double\*, il inclut une chambre pour deux, le souper et le spectacle. Et ce n'est pas une illusion.

\*Service compris et taxes en sus;  
110 \$ en occupation simple.



Casino de Charlevoix



MANOIR RICHELIEU  
CHARLEVOIX

**4 JOURS SEULEMENT**

**20-21-22-23 octobre '94**

**Liquidation de surplus de production,  
fin de modèles, échantillons de plancher**

**MATELAS DAUPHIN** À la fabrique (Charny) et Place Lebourgneuf seulement

**OUVERT  
DIMANCHE  
LE 23 OCTOBRE  
DE 11h. à 17h.**

Articles	Dimensions	Prix à l'unité	Prix de vente à l'unité livrée
7 Matelas fini plastifié.....	30x72x4.....	\$189.95.....	\$99.95
2 Matelas Silhouette.....	30x74.....	\$369.95.....	\$229.95
1 Matelas pliant Napolie.....	35x77.....	\$339.95.....	\$159.95
1 Matelas Grey Silver.....	36x72 3/4.....	\$249.95.....	\$129.95
3 Matelas Tokio 18.....	36x74.....	\$339.95.....	\$179.95
1 Matelas mousse Marakesh.....	39x74.....	\$279.95.....	\$179.95
10 Matelas Harmonie.....	39x74.....	\$289.95.....	\$189.95
12 Matelas Dynastie.....	39x74.....	\$269.95.....	\$169.95
15 Matelas Provence (foam).....	39x74.....	\$289.95.....	\$179.95
8 Matelas Opera.....	39x74.....	\$229.95.....	\$139.95
1 Matelas plastifié.....	39x77.....	\$289.95.....	\$179.95
1 Matelas (3116) hôpital.....	35x78.....	\$295.95.....	\$169.95
2 Sommier Silhouette.....	30x74.....	\$189.95.....	\$109.95
2 Sommier ACB.....	36x72.....	\$189.95.....	\$99.95
1 Mini sommier Napolie.....	36x74x4.....	\$169.95.....	\$89.95
1 Sommier régulier.....	39x74.....	\$149.95.....	\$75.95
3 Sommier Nordie.....	39x74.....	\$289.95.....	\$149.95
3 Sommier double base.....	39x74.....	\$149.95.....	\$75.95
1 Sommier Médaille.....	39x74.....	\$289.95.....	\$149.95
1 Sommier Élégance.....	39x74.....	\$189.95.....	\$139.95
2 Sommier Maple.....	39x74.....	\$189.95.....	\$119.95
5 Sommier Harmonie.....	39x74.....	\$279.95.....	\$149.95
10 Sommier Dynastie.....	39x74.....	\$249.95.....	\$139.95
6 Sommier Opera.....	39x74.....	\$189.95.....	\$119.95
4 Sommier Provence.....	39x74.....	\$199.95.....	\$129.95
1 Sommier Grey Silver.....	39x74.....	\$209.95.....	\$109.95
5 Sommier Marakesh.....	39x74.....	\$289.95.....	\$149.95
1 Sommier Nat Pink.....	39x74.....	\$209.95.....	\$109.95
1 Sommier Évasion.....	39x74.....	\$289.95.....	\$119.95
2 Sommier Florida.....	39x74.....	\$289.95.....	\$149.95
1 Sommier ACB.....	39x80.....	\$249.95.....	\$139.95
8 Matelas Harmonie.....	54x74.....	\$399.95.....	\$289.95
15 Matelas Dynastie.....	54x74.....	\$359.95.....	\$249.95
10 Matelas Opéra.....	54x74.....	\$269.95.....	\$189.95
6 Matelas Provence (foam).....	54x74.....	\$389.95.....	\$279.95
1 Sommier Florida.....	54x74.....	\$299.95.....	\$189.95
1 Sommier Nordie.....	54x74.....	\$289.95.....	\$179.95
4 Sommier Harmonie.....	54x74.....	\$299.95.....	\$199.95
1 Sommier Nordie.....	54x74.....	\$289.95.....	\$179.95
10 Sommier Dynastie.....	54x74.....	\$269.95.....	\$189.95

Articles	Dimensions	Prix à l'unité	Prix de vente à l'unité livrée
6 Sommier Opéra.....	54x74.....	\$229.95.....	\$179.95
7 Sommier Provence.....	54x74.....	\$249.95.....	\$169.95
7 Matelas Harmonie.....	60x80.....	\$499.95.....	\$339.95
10 Matelas Dynastie.....	60x80.....	\$419.95.....	\$299.95
5 Matelas Provence (foam).....	60x80.....	\$459.95.....	\$339.95
1 Sommier Morocco.....	60x80.....	\$469.95.....	\$309.95
4 Sommier Harmonie.....	60x80.....	\$369.95.....	\$229.95
6 Sommier Dynastie.....	60x80.....	\$349.95.....	\$209.95
7 Sommier Provence.....	60x80.....	\$359.95.....	\$219.95

Lot de couvre-matelas.....	Toutes.....	1 seul prix.....	\$24.95
Lot de couvre-oreillers.....	Toutes.....	1 seul prix.....	\$9.95
6 Oreiller en duvets.....	Standard.....	\$45.....	\$25
5 Oreillers 50% plumes, 50% duvets.....	Standard.....	\$39.95.....	\$19.95
15 COUETTES 100% DUVET.....	Simple.....	\$262.95.....	\$99.95
2 COUETTES 100% DUVET.....	Double.....	\$448.95.....	\$150.00
1 COUETTES 100% DUVET.....	Queen.....	\$548.95.....	\$199.95
Lot de draps douillet			
Couleurs discontinuées			
(turquoise, aqua, pêche, rose et gris seulement).....	Toutes dimensions.....	1 seul prix.....	\$35.95
1 Caisson mélatine			
L-160, Noir.....	G. 2pl.....	\$289.95.....	\$159.95
2 Caissons mélatine			
L-160, Amande.....	G. 2pl.....	\$289.95.....	\$159.95
2 Caissons mélatine			
L-134, Blanc.....	34x75.....	\$209.95.....	\$89.95
1 Caisson mélatine			
L-148, Blanc.....	48x75.....	\$259.95.....	\$129.95

**TOUTE VENTE FINALE**

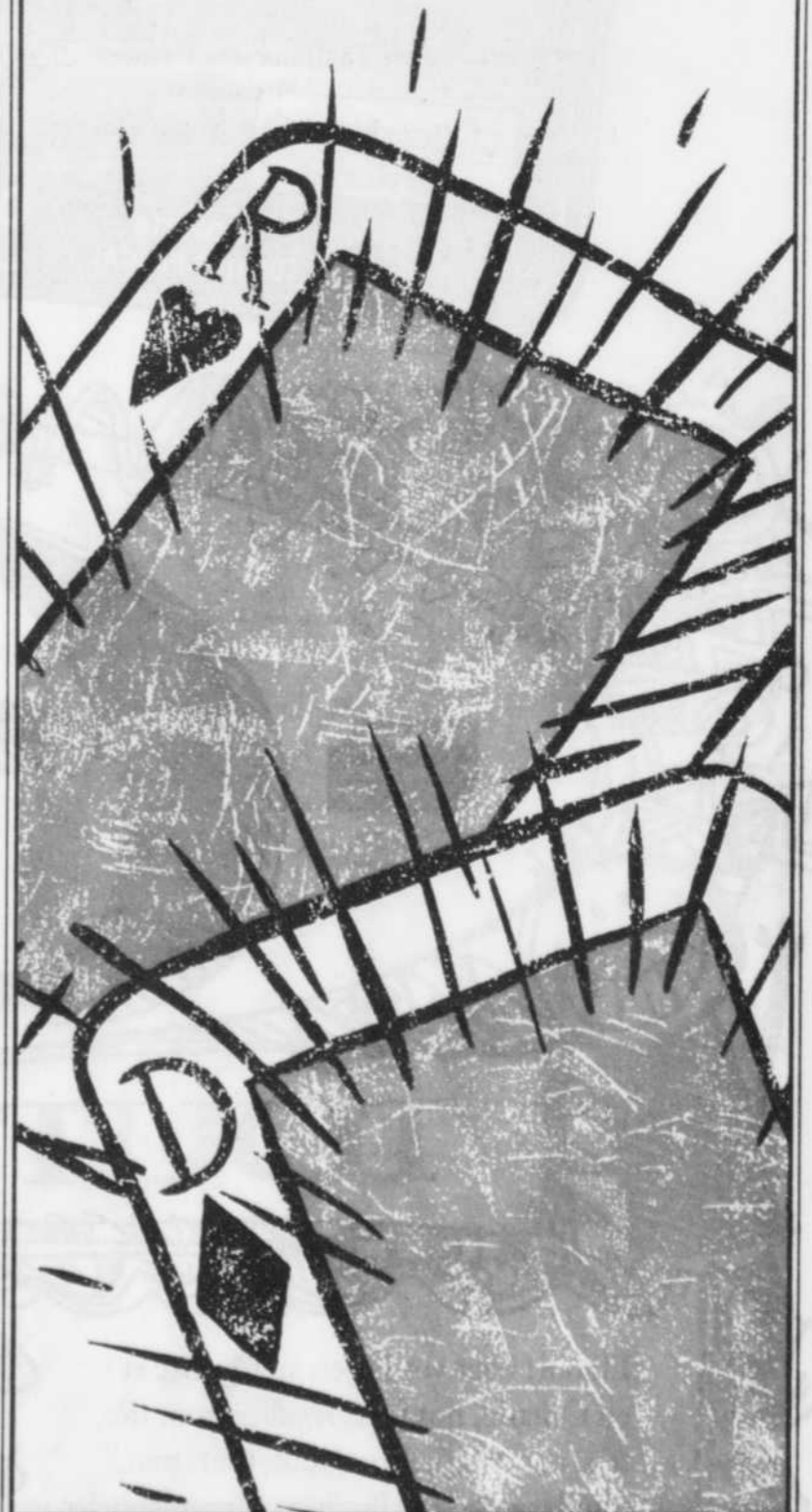
Aussi beaucoup d'autres  
**SPÉCIAUX** sur place

**MATELAS DAUPHIN**

FABRIQUE: CHARNY 8124, Du Blizzard • 832-2951  
PLACE LEBOURGNEUF  
5500, boul. Des Gradins, Charlesbourg • 622-0492

Tous nos matelas sont fabriqués à Charny • Un achat chez nous = Un emploi chez nous.

*Avec la force du fabricant, vous en avez toujours pour votre argent !*



**1 800 463-2613**



Le Soleil, Gilles Lafond

## Selon le directeur de l'ENAP L'ésotérisme est une réponse au désarroi des gestionnaires

MONTRÉAL — Le directeur de l'École nationale d'administration publique (ENAP), Pierre Decelles, explique la percée des cours d'éco-gestion donnés par Gilles Charest de la firme Circa et des conférences de Luc Jouret de l'Ordre du temple solaire à l'état de désarroi qui habite les gestionnaires en regard des relations interpersonnelles.

par ROLLANDE PARENT  
de la Presse canadienne

« C'est dans le domaine de l'interpersonnel que les gestionnaires sont les plus démunis et qu'ils recherchent le plus des solutions et des modèles pouvant les éclairer », a-t-il déclaré, hier, au cours d'une interview téléphonique.

Même si M. Decelles ne connaît rien de M. Charest, sauf ce qu'en rapportent les médias qui allèguent qu'il donne des cours d'éco-gestion basés sur une philosophie ésotérique, celle du mouvement du Graal, il juge important le débat qui entoure cette affaire.

« À peu près n'importe qui peut aller offrir ses services en formation soit auprès des organisations, soit directement auprès de gestionnaires ou encore auprès d'associations. C'est un marché privé

où il y a toutes sortes d'intervenants.

« L'histoire de Circa montre que c'est un marché qui est relativement peu contrôlé. Je ne propose pas qu'on le contrôle davantage mais je pense que les gestionnaires doivent être un peu plus sensibles au choix des intervenants en formation, d'autant que l'argent provient du public.

« Le marché de la formation et de la consultation est fort diversifié. Les institutions universitaires comme l'ENAP et les Hautes Études Commerciales sont actives. Il y a de tout, des grandes firmes de consultants, des individus à leur compte et des petites firmes privées.

### Budgets de formation décentralisés

Le numéro un de l'ENAP signale que les budgets de forma-

tion des gestionnaires d'entreprises et d'organismes sont décentralisés de sorte que les choix se font localement.

« La définition des besoins et la recherche des services adéquats sont laissées à des paliers intermédiaires. Cela donne de bons résultats dans la majorité des cas, mais il peut arriver que des personnes de bonne volonté pensent que la solution pour mobiliser les gens, les impliquer, créer un nouvel esprit est de faire appel aux services de telle personne. C'est peu contrôlé à d'autres niveaux », a-t-il dit.

Dans le domaine des relations interpersonnelles et de la gestion des ressources humaines, le directeur Decelles estime qu'il y a plus ou moins trois perspectives :

La première est scientifique, appuyée par la sociologie et la psychologie. La deuxième est empirique. Des gestionnaires d'expérience forment des plus jeunes.

Dans la troisième catégorie, on retrouve des formateurs qui ont une vision plus ou moins participative, basée sur des valeurs morales ou pas, sur des idéologies de gauche ou de droite. « C'est là que se situent souvent des gens qui ont des comportements plus 'preacher'. »

## Dernier hommage à Robert Falardeau

Une centaine de personnes ont rendu un dernier hommage hier à Robert Falardeau, mort dans l'hécatombe de l'Ordre du temple solaire en Suisse. Dans une cérémonie religieuse sobre et empreinte d'émotions, à l'église Saint-Charles-Borromée de Charlesbourg, le prêtre de la paroisse, M. Gilles Laflamme, a invité la population à manifester son amitié et sa solidarité aux proches de la victime, dont son épouse, Lise Côté, et ses deux enfants. Outre sa famille, plusieurs amis du fonctionnaire québécois avaient pris place dans la petite église, parmi lesquels Roger Giguère, le secrétaire-trésorier de l'OTS.

BOULEVARD LAURIER

# UNE PREMIÈRE À QUÉBEC

## SÉANCES D'INFORMATION SUR LA LOCATION

**TROIS JOURS SEULEMENT**

Laurier Pontiac Buick Cadillac GMC invite tous ses clients et clientes à venir découvrir les avantages de la location avec des **SPECIALISTES DE GMAC** les lundi, mardi et mercredi 24, 25 et 26 octobre jusqu'à 21 h

P.S.: Nos 1995 sont en vedette

# 659-6420

PONTIAC LAURIER BUICK

**PIÈCES ET SERVICE OUVERT 8H00 À 20H**

SORTIE BLAISE-PASCAL

BOULEVARD CHAREST

GARAGE RECOMMANDÉ CAA

Goodwrench Service Plus

BOULEVARD HENRI IV

BOULEVARD DUPLESSIS

**J.A.**

**POÊLES ET FOYERS**

**PRINCESSE 2000**  
9 pieds de cheminée droite, marbre inclus

Présent à Expo-Québec du 17 au 28 août

**2477\$** installation incluse  
Payable le 1er janvier 1995  
(sur approbation de notre Service de crédit)

**J.A. ROBY**  
FABRICANT de poêles et foyers  
20, Georges-Muir  
Charlesbourg  
849-8095

# - 60%

## TOUT LE WEEK-END

Eh oui! Pour vos appels au Québec et en Ontario, nos tarifs réguliers sont très, très, très, très bas, tout, tout, tout le week-end. Profitez-en pour appeler tout, tout, tout votre monde.  
Comparés à nos tarifs de jour la semaine sur notre territoire.

# L'interurbain Bell

# PASSEZ UNE SOIRÉE ENTRE LA VIE ET LA MORT.

**F O R F A I T**

*Meurtre et mystère*

À PARTIR DE  
**75,50\$**  
PAR PERSONNE\*

Les samedis 5 et 26 novembre, le Manoir Richelieu et le Casino de Charlevoix seront le théâtre d'un crime. Au menu,

un meurtre pendant votre repas du samedi soir. Si vous voulez être un témoin privilégié, réservez votre forfait Meurtre et mystère maintenant! Offert à partir de 75,50 \$ par personne en occupation double\*, il inclut une chambre pour deux, le souper et le spectacle. À ce prix-là, vous n'en mourrez pas...

\*Service compris et taxes en sus; 110 \$ en occupation simple.



Casino de Charlevoix

**MANOIR RICHELIEU**  
CHARLEVOIX

**LES INFORMATIONS GÉNÉRALES**

## Chevrette publie sa liste des projets d'infrastructures, pour les Volets 1 et 2

QUÉBEC (d'après PC) — Le ministre des Affaires municipales et ministre d'État au développement des régions, Guy Chevrette, a inscrit 98 nouveaux projets dans 68 municipalités au Programme d'infrastructures Canada-Québec, dans le cadre des Volets 1 et 2.

Ces projets représentent des investissements de 31,9 millions \$ répartis entre les gouvernements fédéral, provincial et les municipalités.

Les Volets 1 et 2 sont réservés aux municipalités de 5000 habitants et plus (Volet 1) et aux municipalités de moins de 5000 habitants (Volet 2).

Voici les projets approuvés personnellement par le nouveau ministre Guy Chevrette que l'on retrouve sur le territoire desservi par LE SOLEIL :

**Saguenay—Lac-Saint-Jean :**

Roberval : réfection de trottoirs, 26 800 \$ ;  
Roberval : réfection du chemin de la Chute Blanche, 132 359 \$ ;  
Chicoutimi : revitalisation de centre-ville (secteur Racine), 686 305 \$ ;

**Bas-St-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine :**

Saint-Georges-de-Cacouna : aqueduc et égouts, 162 877 \$ ;  
Saint-Alexandre-des-Lacs, Matapédia : travaux routiers, 42 769 \$ ;  
Saint-Alexandre-des-Lacs, Matapédia : réfection aqueduc, 12 000 \$ ;  
Saint-Germain de Kamouraska : salle communautaire, 46 475 \$ ;  
Grosse-Île, Îles-de-la-Madeleine : deux lacs artificiels, 38 704 \$ ;  
Hope Town, Bonaventure : travaux routiers, 53 768 \$ ;  
Murdochville, Gaspé : alimentation en eau potable, 69 266 \$ ;  
Paspébiac, Bonaventure : trottoir, 7e Rue, 127 440 \$ ;  
Paspébiac, Bonaventure : route Labordelle, 219 290 \$ ;  
Paspébiac, Bonaventure : voirie, 1re Avenue, 49 418 \$ ;  
Gaspé : travaux de réfection du réseau d'aqueduc, 1,7 million \$ ;  
Gaspé : égout et aqueduc (secteur Wakeham), 1 million \$

**Beauce-Chaudière-Appalaches-Québec :**

Saint-Zacharie, Beauce-Sud : caserne d'incendie, 219 184 \$ ;  
Saint-Ephrem-de-Tring, Beauce-Sud : réseau d'aqueduc, 159 731 \$ ;  
Saint-Philibert, Beauce-Sud : rang Saint-Charles, 34 172 \$ ;  
Saint-Alfred, Beauce-Nord : asphaltage du rues et rangs, 62 777 \$ ;  
Saint-Bernard, Beauce-Nord : pavage de diverses rues, 288 002 \$ ;  
Saint-Isidore, Beauce-Nord : canalisation et réfection de rue, 200 000 \$ ;  
Leclercville, Lotbinière : poste de chloration, 45 045 \$ ;  
Saint-Sylvestre, Lotbinière : travaux routiers, 49 425 \$ ;  
Saint-Paul-de-Montminy, Montmagny-L'Islet : garage municipal, 91 737 \$ ;  
Saint-Juste-de-Bretonnières, Montmagny : réseau d'aqueduc, 135 778 \$ ;  
Val-Racine, Mégantic-Compton : agrandissement du garage municipal, 15 158 \$ ;  
Pointe-aux-Trembles, Portneuf : système de drainage, 38 322 \$ ;  
Pointe-aux-Trembles, Portneuf : pavage, 188 937 \$ ;  
Sainte-Christine-d'Auvergne, Portneuf : rang Saint-Georges, 44 902 \$ ;  
Sainte-Foy, Louis-Hébert : collecteur Colonel Jones, 1,9 million \$ ;  
Sainte-Foy, Louis-Hébert : réfection de la rue Paul VI, 539 512 \$ ;  
Sainte-Foy, Louis-Hébert : aqueduc et égout, 515 279 \$ ;  
Sainte-Foy, réfection de la rue Montpellier, 708 529 \$ ;  
Saint-Nérée, Bellechasse : égout pluvial, 67 762 \$ ;  
Saint-Nérée, Bellechasse : complexe municipal, 55 519 \$ ;  
Rivière-du-Gouffre, Charlevoix : travaux routiers, 104 962 \$ ;  
Saint-Irénée, Charlevoix : aménagement de parc, 106 535 \$.

## La Chambre de commerce du Canada dénonce... et empoche

OTTAWA (PC) — La Chambre de commerce du Canada, qui dénonce à grands cris les multiples subventions versées par le gouvernement, a pourtant bénéficié grassement de la manne fédérale l'an dernier.

Selon des documents sur les comptes publics dévoilés hier, la chambre a reçu, au cours de l'exercice terminé le 31 mars, 2,6 millions \$ de l'ancien ministère de l'Emploi et de l'Immigration et 2,2 millions \$ du ministère des Affaires étrangères.

Ces subventions ne constituent qu'une infime partie des 63,05 milliards \$ de paiements de transferts versés l'an dernier par Ottawa aux gouvernements provinciaux, aux fondations, aux municipalités, aux regroupements de gens d'affaires comme la Chambre, aux groupes de pression et même aux grandes entreprises.

Le vice-président de la Chambre de commerce du Canada, Roger Stanion, a expliqué que les deux subventions représentaient la part d'Ottawa dans des entreprises conjointes avec le secteur

privé. « La Chambre de commerce du Canada n'accepte pas de subventions », a-t-il indiqué.

L'été dernier, la chambre avait lancé un appel au gouvernement pour qu'il réduise ses dépenses dans des secteurs comme l'assurance-chômage et les subventions directes aux entreprises.

« Mettez fin aux subventions, aux programmes d'encouragement, on ne les utilise pas », lançait le 22 juin le président de la chambre, Phil O'Brien.

Le député néo-démocrate Nelson Riis a qualifié les propos de la chambre d'hypocrites. « Ces représentants des grandes entreprises au pays nous disent que les Canadiens devraient recevoir moins d'aide sociale, d'assurance-chômage, de soins de santé et de subventions, alors qu'ils touchent 4,8 millions \$ (des contribuables) », a-t-il dit.

## Bob Rae remanie son cabinet

TORONTO (d'après PC) — La maladie et le scandale ont obligé le premier ministre ontarien Bob Rae à réaménager son cabinet hier, un processus qui a entraîné la venue de deux nouveaux visages et un réajustement des responsabilités de trois vétérans.

Bob Mackenzie a démissionné jeudi de son poste de ministre du Travail, pour des raisons de santé.

Mais M. Rae avait d'autres changements à faire après le scandale qui a forcé Shelley Martel à démissionner de son poste de ministre du Développement du Nord et des Mines et Evelyn Gigantes de celui de ministre du Logement.

M. Rae a déjà nommé Gilles Pouliot pour succéder à Mme Martel et Richard Allen pour prendre la place de Mme Gigantes.

D'après les changements annoncés hier :

— M. Pouliot abandonne le portefeuille des Transports mais continue comme ministre du Développement du Nord et des Mines et des Affaires francophones ;

— Shirley Coppen devient ministre du Travail ;

— Irene Mathysen sera ministre sans portefeuille déléguée à la Culture, au Tourisme et aux Loisirs ;

— Steve Owens hérite du titre de ministre sans portefeuille délégué à l'Éducation.

# VOUS AVEZ DEUX JOURS POUR VOUS OFFRIR DE GRANDS AIRS.

**F O R F A I T**

*Fantôme et opéra*

À PARTIR DE  
**75,50\$**  
PAR PERSONNE\*

Le samedi 19 novembre, le Manoir Richelieu et le Casino de Charlevoix accueillent des airs légendaires de

Broadway. Parmi les invités, le Fantôme de l'opéra, Cats, Evita et The sound of music. Et au dessert, une soirée au Casino. Réservez votre forfait Fantôme et opéra maintenant! Offert à partir de 75,50 \$ par personne en occupation double\*, il inclut une chambre pour deux, le souper et le spectacle. Tout ça pour le prix d'une chanson.

\*Service compris et taxes en sus; 110 \$ en occupation simple.



Casino de Charlevoix

**MANOIR RICHELIEU**  
CHARLEVOIX



1 800 463-2613

1 800 463-2613

**NUL NE PEUT  
BATTRE  
\*  
NOS PRIX**

# AVENTURE

ELECTRONIQUE

**MEILLEURS  
PRIX  
\*  
GARANTIS**

# CARNAVAL D'AUBAINES

SONY SONY SONY SONY SONY SONY

**NOUVEAU 95**

TUBE 21" VISION 20"



**AOÛT 95**

**549<sup>00</sup>** 549

**21"/20" STÉRÉO TRINITRON**

- Écran ultra-noir
- Entrée A/V pour une qualité sonore et visuelle accrue
- Prise de casque d'écoute • Menu à l'écran • Télécommande

**NOUVEAU 95**

TUBE 20" VISION 27"



**AOÛT 95**

**849<sup>00</sup>** 849

**29"/27" STÉRÉO TRINITRON**

- Écran noir Trinitron™
- Entrée audio/vidéo
- Programmation automatique
- Guide des canaux
- Affichage à l'écran

MEUBLE OPTIONNEL

**NOUVEAU 95**

TUBE 20" VISION 27"



**AOÛT 95**

**899<sup>00</sup>** 899

**29"/27" TRINITRON STÉRÉO**

- Écran ultra noir
- Télécommande universelle
- Entrée S-Vidéo
- 3 entrées A/V
- "Luminosponder" règle automatiquement la luminosité en fonction de l'éclairage ambiant

MEUBLE OPTIONNEL

**NOUVEAU 95**

VCR Plus+



**AOÛT 95**

**399<sup>00</sup>** 399

**MAGNÉSCOPE 4 TÊTES à DOUBLE AZIMUTH**

- Auto-nettoyage des têtes • Programmation à l'écran (Français/anglais)
- Nouveau variateur bimode • Télécommande

**AUCUN DÉPÔT avant** **AUCUN PAIEMENT**  
**AUCUN INTÉRÊT**

**AOÛT 95** **MÊME SUR LES TAXES**

Sur produit sélectionnés. Sujet à l'approbation du crédit. Détails en magasin.

**GRATUIT 500\$** **En location de FILMS VIDÉO**

Avec tout achat à prix affiché de 350\$ et plus. Maximum pour un an: 4 films-vidéo, mus. ou jusqu'à 500\$. Applicable dans nos Supermagasins. Non-monnayable.

**NOUVEAU 95**



**AOÛT 95**

**499<sup>00</sup>** 499

**MAGNÉSCOPE 4 TÊTES HI-FI avec AUTONETTOYAGE DES TÊTES**

- Variateur bimode • Programmation bilingue à l'écran
- Réduction de bruit

**NOUVEAU 95**

**Handycam**



**AOÛT 95**

**999<sup>00</sup>** 999

**8MM "HANDYCAM"**

- Viseur couleur • Éclairage minimum de 2 lux
- Mise au point intégrale • Insertion date/heure
- Selecteur de contre-éclairage • Iris automatique
- Indicateur batterie/cassette

10x Handycam

VISEUR COULEUR

**NOUVEAU 95**

CD



**AOÛT 95**

**599<sup>00</sup>** 599

**MINI SYSTÈME avec LECTEUR LASER**

- Son ambiphonique
- Égalisateur graphique 5 bandes
- Double cassette Dolby® B avec inversion automatique
- Syntonisateur numérique avec présélection 30 stations
- Enceintes acoustiques 3 voies
- Télécommande

**NOUVEAU 95**

5CD



**AOÛT 95**

**799<sup>00</sup>** 799

**MINI SYSTÈME avec CHANGEUR LASER à 5 DISQUES**

- Son ambiphonique
- Égalisateur graphique 5 bandes
- Double cassette Dolby® B avec inversion automatique
- Télécommande

**60 MINUTES**

**10/9<sup>99</sup>**

SONY

HF60

Utilisé commodément pour l'enregistrement musical de base et pour la voix.

**TÉLÉPHONE SANS FIL**

- Capacité de 10 canaux pour une réception plus claire
- Circuit Compander ProSound réduisant le bruit de fond et le bruit atmosphérique
- Durée prolongée de la batterie (14 jours)
- Télélocalisation base/combiné
- Composition abrégée de 10 numéros

**129<sup>00</sup>** 129



\*Durant 30 jours suivant l'achat aux mêmes conditions, chez un marchand autorisé dans la même région. Les photos peuvent différer des modèles en vente. Certains articles sont des modèles démonstrateurs ou fin de ligne et ne sont pas disponibles dans tous nos magasins.

**2 SUPERMAGASINS**  
AVEC CLUB VIDÉO

**PLUS DE 80 POINTS DE VENTE**  
À TRAVERS LE QUÉBEC

Centre Commercial  
**Place Lebourgneuf**  
5500 boul. Des Gradins  
Québec  
628-5500

Galeries  
**Chagnon**  
300, Côte Passage  
Lévis  
835-5500

**Boutiques**  
de Québec et de la région

- Galeries de la Capitale
- Galeries Chagnon
- Place Fleur de Lys
- Place Laurier
- Place du Royaume - Chicoutimi
- Centre Rivière-du-Loup
- Carrefour St-Georges-de-Beauce
- La Grande Place - Rimouski

INCLUANT GARDERIE ET ÉLECTROMÉNAGERS

AU REZ-DE-CHAUSSÉE, PRÈS DE LA CAISSE POPULAIRE DE LÉVIS

# DOSSIER

## L'économie canadienne au bord du gouffre

# Le diagnostic Martin ne fait pas l'unanimité

QUÉBEC — Jusqu'à la semaine dernière, tout allait relativement bien à Ottawa. Le déficit était sous contrôle et la reprise économique solide, disait le ministre des Finances Paul Martin. Mais dans deux documents rendus publics coup sur coup, le ministre vient de prédire rien de moins que la faillite à court terme, s'il n'obtient pas de sacrifices douloureux de tous les contribuables.



par  
Hélène  
BARIL

Trop apocalyptique pour certains spécialistes de la question économique, le diagnostic ne l'est pas assez pour d'autres, peut-on conclure d'une série d'entrevues menées cette semaine.

L'économiste Robert Normand, du Mouvement Desjardins, est d'abord sceptique. « Le message de Paul Martin n'est pas nouveau, dit-il, c'est celui de tous les ministres des Finances du Canada depuis 15 ans. »

Le professeur Yves Rabeau, de l'Université du Québec à Montréal, estime pour sa part que le ministre des Finances pose enfin le problème de la bonne façon. « On en est rendu là. Le ministre des Finances est devenu le messager des marchés financiers. »

M. Rabeau est de ceux qui croient qu'une intervention du Fonds monétaire international est très probable. Ce n'est pas une vue de l'esprit, dit-il, « notre position est si vulnérable qu'à la prochaine crise des changes, le Canada devra s'adresser au FMI. »

Sans être aussi pessimiste, l'analyste Michel Doucet, de Lévesque Beaubien Geoffrion, dit que sa firme a tout de même élaboré un scénario du pire. Le *crash landing* prévoit que si rien n'est fait, le Canada ne pourra plus emprunter sur les marchés financiers à la prochaine récession, qui surviendra probablement en 1997, à la fin d'un cycle de croissance de cinq ans.

### Le bon « timing »

S'il reste sceptique sur les suites qu'aura ce nouvel appel à tous les Canadiens, Robert Normand croit que le moment est bien choisi pour régler enfin le problème de la dette. « Plus on attend, plus les solutions sont coûteuses et plus le ministre doit être fort. »

Pour un gouvernement, les décisions qui s'imposent sont plus faciles à prendre lorsqu'il reste trois ans avant l'élection et au moins trois autres années de croissance économique.

Malgré cela, la tâche qui attend Paul Martin est peut-être trop lourde pour un homme politique. Le ministre a indiqué qu'il faut trouver 10 milliards \$ de nouveaux revenus uniquement pour maintenir son objectif de réduire le déficit de 40 à 25 milliards \$ d'ici deux ans. Toutes les solutions seront considérées, a-t-il dit, du côté des réductions de dépenses comme du côté des hausses d'impôt.

Abolir l'universalité des programmes sociaux, taxer les ré-

tion, comme la mobilité de la main-d'œuvre.

Selon lui, les économies ne peuvent venir que de la disparition des chevauchements de compétence avec les provinces et de la réduction des programmes sociaux. Il est aberrant, dit-il, que l'opposition accuse le gouvernement de cacher ses intentions et de vouloir réduire son déficit en coupant dans les programmes sociaux. « Mais c'est exactement ce dont il s'agit ! » lance le professeur.

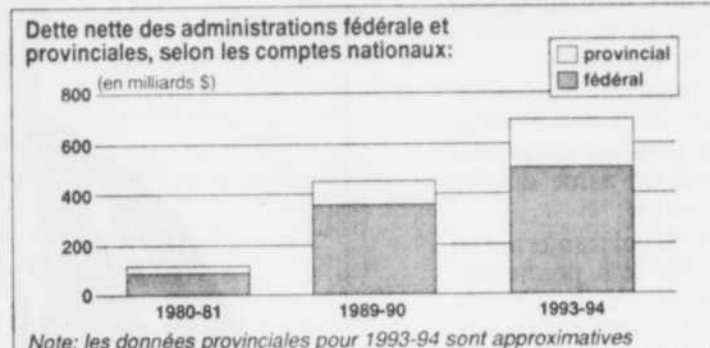
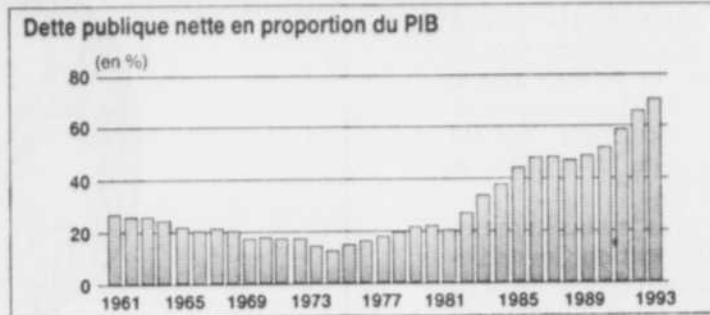
Chez Lévesque Beaubien Geoffrion, on pense également que des coupes réalistes peuvent être réalisées dans les programmes sociaux. « L'argent est là, dans le secteur de la santé, dans les pensions de vieillesse », plaide Michel Doucet.

De fait, en excluant le service de la dette, les dépenses fédérales se résument à des transferts aux personnes et aux provinces, c'est-à-dire en programmes sociaux.

Pour Pierre Fortin, le problème du Canada est un problème de dette et pas de dépenses. C'est donc en maintenant les taux d'intérêt bas qu'il serait possible de rembourser la dette. « Un gel des dépenses fédérales pourrait suf-

**Le moment est bien choisi pour régler le problème de la dette. « Plus on attend, plus les solutions sont coûteuses. » — R. Normand**

### La dette publique canadienne



Source: ministère des Finances



Une lourde tâche attend Paul Martin. Le ministre a indiqué qu'il doit trouver 10 milliards \$ de nouveaux revenus juste pour maintenir son objectif de réduire le déficit de 40 à 25 milliards \$ d'ici 2 ans.

**Les Canadiens refuseront de payer autant d'impôt pour des services moindres. — P. Fortin**

fire au ministre Martin pour atteindre son objectif, explique-t-il, à condition que les taux d'intérêt restent bas.

M. Fortin propose à la Banque du Canada de maintenir les taux d'intérêt à 5% au maximum, plutôt que de suivre le mouvement à la hausse des taux américains. Selon ses calculs, une telle décision ferait baisser la valeur du dollar canadien de 10%, aux alentours de 65¢ US.

L'avantage de cette solution, selon lui, « c'est une pleine croissance économique avec des cou-

pures modérées plutôt que des coupures sauvages sans croissance économique ».

### Le scénario probable

Pierre Fortin est conscient d'aller à contre-courant. Ce qui arrivera probablement, selon lui : les taux d'intérêt canadiens vont accompagner les taux américains à la hausse et la croissance économique va ralentir. Le gouvernement fera le choix de la ligne dure, c'est-à-dire des coupes, et ce sera le blocage politique.

Il est certain que les Canadiens n'accepteront pas de payer pour les soins de santé désaturés ou des frais de scolarité élevés tout en payant le même niveau d'impôt. « Les gens ne le prendront pas », assure Pierre Fortin.

L'analyste de Lévesque Beaubien Geoffrion craint de son côté que le gouvernement tergiverse et consulte trop longtemps avant d'agir. Quand on est rendu là où nous sommes, on ne consulte plus, on le fait, dit Michel Doucet.

À la dernière extrémité, le risque est plus grand de prendre les mauvaises décisions, souligne de son côté Yves Rabeau. Mais la dernière chose à faire serait de taxer les REER, selon lui.

Mais pour chacun d'entre eux, la menace la plus grande est que rien ne se fasse. Quand on discute depuis des années au sujet du ticket modérateur, il est en effet difficile de croire que des coupes sans précédent peuvent être réalisées en deux ans.

« Le cabinet est séparé en deux », rappelle Michel Doucet. C'est au sein de son propre cabinet que le ministre des Finances devra en effet mener son combat le plus dur.



Toutes les mesures seront envisagées pour réduire le déficit canadien. Y compris d'imposer les gains remportés à la loterie...



Si rien n'est fait, le Canada ne pourra plus emprunter sur les marchés financiers à la prochaine récession, qui surviendra probablement en 1997, estime l'analyste Michel Doucet, de Lévesque Beaubien Geoffrion.

## Et si le pire devait vraiment se produire...

QUÉBEC — Le scénario du pire prévoyant l'échec des tentatives de réduction du déficit et l'intervention du Fonds monétaire international qui imposerait ses conditions au Canada est loin d'être partagé par tous les économistes.

Mais si ça devait arriver, voici comment ça pourrait se passer.

D'abord le ministre des Finances dépose en février un budget très attendu. Son contenu est une déception générale pour les marchés financiers, qui s'attendaient à des mesures draconiennes et qui constatent une autre série de bonnes intentions.

Dans l'esprit des acheteurs de titres de dettes canadiens, il est clair que le ministre ne parviendra pas à réduire le déficit à 3% du PIB, comme il s'est engagé à le faire. Les ventes massives d'obligations canadiennes font baisser le dollar, et la Banque du Canada doit augmenter des taux d'intérêt déjà élevés pour contribuer à soutenir la valeur de la devise.

Parallèlement, la Banque centrale intervient sur le marché en

utilisant ses réserves de dollars américains pour acheter des dollars canadiens. Cela ne suffit pas et les spéculateurs se mettent de la partie. Ils parient sur le dollar canadien à la baisse.

En cas de crise spéculative, les 15 milliards \$US de réserves de la Banque du Canada vont durer trois minutes, indique Michel Doucet, analyste chez Lévesque Beaubien Geoffrion.

C'est là que le Fonds monétaire international peut être appelé à la rescousse. Le FMI n'a aucun pouvoir tant qu'on ne lui demande rien, rappelle le professeur Yves Rabeau.

Ses réserves à sec, la Banque centrale pourrait demander au FMI la permission d'utiliser les fonds dont il a la garde afin de continuer à soutenir sa devise.

Dans les circonstances, le Canada aura aussi besoin du FMI comme bailleur de fonds, ce que l'organisme acceptera mais à ses conditions.

Le FMI réclame généralement quatre choses : la stabilité des prix, la déréglementation, l'ouverture des marchés et la réduction du déficit. Au Canada, trois de ces quatre conditions sont déjà remplies, note Michel Doucet, qui ne croit pas à l'éventualité d'une intervention du FMI.

Robert Normand est plutôt de son avis. Le Canada est membre du G-7 et le FMI met généralement des gants blancs avec le club sélect des pays les plus industrialisés, rappelle-t-il.

Le FMI intervient rarement chez les pays membres du G-7 mais il est intervenu en Grande-Bretagne dans les années 70, note de son côté Yves Rabeau, qui estime très possible une mise en tutelle du Canada par le banquier international.



L'économiste Pierre Fortin est conscient d'aller à contre-courant, mais il propose à la Banque du Canada de maintenir les taux d'intérêt à 5% au maximum, plutôt que de suivre le mouvement à la hausse des taux américains.

## EDITORIAL

## Secret jusque dans la tombe

Le Québec a une loi sur la vie privée qui a changé tous les faits et gestes d'un individu en véritables secrets d'Etat. Cette loi qui frôlait parfois le ridicule révèle aujourd'hui son côté cruel et insensible. Les familles de jeunes adultes, qui se sont suicidés récemment, ont été tenues, sciemment, dans l'ignorance de leurs allées et venues parce que la loi le veut ainsi.

Premier cas : la mère d'un des trois jeunes hommes qui se sont donnés la mort dernièrement en Colombie-Britannique s'inquiétait de la disparition de son fils. Elle n'a pu obtenir aucun renseignement de la direction du cégep, même pas une confirmation qu'il fréquentait toujours ou avait lâché ses cours, avant de se résoudre à aviser la police...

Il était, légalement, un adulte ; rechercher ou divulguer cette information à la famille ou à des proches constituait un empiètement illégal dans sa vie privée. Ces détails étaient devenus top secret parce que ce jeune homme avait atteint l'âge adulte.

Le Québec a une loi sur la vie privée qui transforme en secrets d'Etat toutes les informations qui permettent d'identifier un individu : son adresse, son numéro de téléphone, son code scolaire, etc. Les organismes publics doivent obéir à la loi, « même quand les proches soupçonnent un malheur », confirmait la directrice des affaires corporatives du cégep de Limoilou.

Le deuxième cas s'est produit à Montréal où un jeune adulte schizophrène a été libéré, à sa demande, de l'hôpital où il était traité. Jugé capable de prendre cette décision, il a été traité comme un adulte responsable et a quitté sans que l'hôpital n'avise personne de son départ. Il est parti seul se suicider.

La paranoïa du secret sur la vie privée est telle que la Commission d'accès à l'information a déjà rappelé à des fonctionnaires que le titre de leur fonction ou leur numéro de téléphone au bureau ne sont pas des secrets qu'ils peuvent soustraire à la curiosité du public...

Mais cette définition de la vie privée oblige un professeur à garder secrets les résultats d'examen de ses élèves. Gare à celui qui distribue ouvertement ses copies corrigées en classe ! L'affichage des notes dans les corridors, même camouflées sous des numéros de code, est incorrect puisqu'on peut, parfois, identifier un individu sous son code.

Enfin, la commission d'accès à l'information a déjà refusé à une veuve l'accès au certificat de décès de son époux parce que son « intérêt légitime » n'était pas une raison suffisante pour lever le voile du secret qui couvre même les morts...

Ailleurs, dans des contrées plus raisonnables, la protection de la vie privée vise à protéger des renseignements que l'expérience a permis d'identifier comme véritablement « sensibles », tel l'appartenance religieuse, politique ou syndicale, la vie sexuelle, le dossier médical, l'état des finances personnelles. Ici, c'est le citoyen tout entier qui est enveloppé du voile du secret.

Dans le cas des jeunes adultes, la chose est particulièrement aberrante. Leurs parents n'ont que le devoir de leur fiche la paix tout en subvenant à leurs besoins !

Car l'État assume que les parents sont financièrement responsables de leurs enfants adultes qui fréquentent le cégep et l'université. On considère les revenus des parents dans l'examen d'une demande de prêt. Fort de cela, de jeunes adultes ont obtenu que la cour oblige leurs parents à subvenir à leurs besoins.

Ce sont les conséquences délirantes d'une loi paranoïaque. Est-ce cela que les Québécois veulent ?

MARIE CAQUETTE

## Témoignage

## Vingt-cinq ans et toutes mes dettes

par PASCAL BEAUDIN

« Qui s'instruit s'enrichit », nous dit un dicton. Le sage personnage qui a lancé cette affirmation avait-il raison ? C'est la question qui se pose avec la situation criante qui prévaut actuellement dans les universités. Comment cette génération peut-elle arriver à composer avec la précarité de l'emploi et l'endettement étudiant ?

En effet, selon le magazine « Les Affaires plus », à peine 50 % des finissants universitaires trouvent un emploi permanent dans leur domaine et ce, jusqu'à deux ans après l'obtention de leur diplôme. Une proportion égale d'entre eux doit rembourser une moyenne de 7300 \$ en dettes d'études. Autre phénomène en croissance : de plus en plus d'étudiants éprouvent de la difficulté à rembourser leurs dettes.

Voyez le cercle vicieux : pas d'emploi sans études, pas d'études sans endettement, mais pas de remboursement sans emploi...

Comment se sortir de ce pénible cercle ? Travailler durant les études ? Si on se sent en mesure de le faire ! Ça prend de l'organisation et une capacité de faire des choix parfois difficiles. L'implication scolaire et sociale, les loisirs et la vie familiale, conjugués avec les études postsecondaires, donnent des horaires passable-

ment chargés. Il ne faut pas tout négliger quand même.

Je vous fais humblement part de quelques conseils qui sont donc à prodiguer pour étudiant sans en arriver à un endettement trop élevé à la remise du diplôme.

Faites-vous un budget. Coupez les dépenses non essentielles : gardez les folies pour plus tard. Achetez comptant et ne payez pas plus tard quand vous ne le pouvez pas. Investissez vos prêts du gouvernement : 2000 \$ dans un compte est bien tentant à dépenser quand on est jeune...

Prenez les moyens nécessaires pour ne pas prolonger vos études : les frais de scolarité sont élevés. Ça monte vite les dettes étudiantes, faites des folies... calculées.

Quand vous terminerez vos études, donnez priorité à vos remboursements de dettes en ne les étalant pas excessivement. À long terme, vous pourrez investir dans ce qui vous plaira.

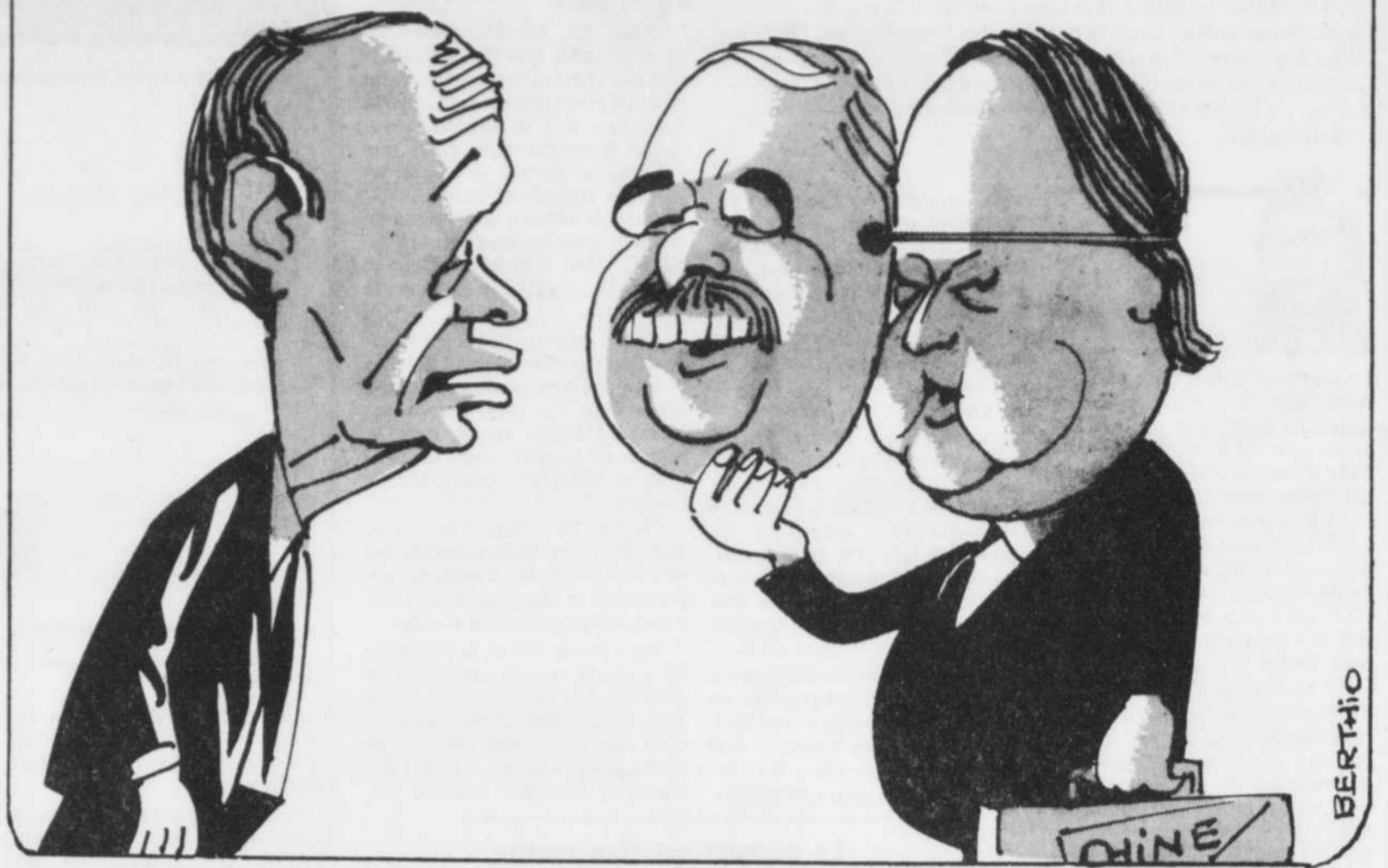
Accumulez des expériences qui profiteront à votre curriculum vitae si vous percevez comme étant difficile le marché de l'emploi dans votre domaine. Enfin, utilisez les services d'aide aux consommateurs ou les autres services vous permettant de mieux gérer votre budget.

M. Beaudin est de Sainte-Foy.

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration  
PIERRE DES MARAIS IIPrésident et Éditeur  
GILBERT LACASSEÉditorialiste en chef et adjoint à l'Éditeur  
J.-JACQUES SAMSONRédacteur en chef  
GILBERT LAVOIEDirecteur de l'information  
ANDRÉ FORGUES

## CHINOISERIES



## Point de vue

## Une autre façon d'éduquer

par LOUIS BUJOLD

« Vous trouverez des réseaux passablement malmenés ces dernières années et qui ont grand besoin d'être remis sur la voie du progrès », adressait madame Pagé, présidente de la CEQ, au futur ministre de l'Éducation.

Doit-on ajouter que depuis des décennies, les tensions patronales-syndicales se sont installées au-delà du seuil de l'éducation ? Les réformes proposées pour le progrès affichent la mode raccourcie en bien des domaines, quand elles ne sont pas tout simplement utilitaristes. Dans ce parcours houleux de l'éducation actuelle, aucun itinéraire respectueux de l'histoire de l'école québécoise ne semble être offert.

De plus, la strangulation financière de l'école privée est réclamée, réduisant considérablement la possibilité des parents d'éviter un système célèbre pour son taux de décrochage.

L'école publique québécoise nous réclame le prix des années d'abondance où elle a servi de prétexte à toutes sortes de fins, loin d'être éducatives bien souvent. Cette croisée des chemins exige plus que la version syndicale ou la version laïciste de

M. Bourgault, du principe d'égalité, pour des solutions fécondes et durables. Les mérites accumulés par l'école québécoise tout au long de son histoire provenaient de fondements plus sérieux et d'horizons moins limités.

La formation professionnelle s'impose aux premiers rangs des priorités dans l'état actuel des besoins de la main-d'œuvre, en plus d'être un sujet de litige avec le pouvoir fédéral. La formation morale et spirituelle, quant à elle, risque d'être oubliée, parce qu'elle est d'abord un sujet de litige avec nous-mêmes. Les conventions, malgré tous leurs mérites, n'ont pu s'empêcher de gruger considérablement le geste éducatif en chronométrant le temps de présence en éducation à l'image de la production industrielle.

On parle des travailleurs de l'enseignement dans une pédagogie infantile : volume de l'élève, cahier d'exercices, corrigé n'exigeant souvent qu'un minimum de préparation. Combien d'écoles se sont départies de leurs traditions pédagogiques pour les nouveautés mal intégrées où les éducatrices et les éducateurs devenaient des colporteurs de connaissances sous la nouvelle appellation d'intervenants ?

Les méthodes ne valent toujours que par les individus qui les pratiquent. De plus, quand la norme médiatique constitue l'unique référence du jugement moral de jeunes et d'adultes, on n'a rien changé à l'obéissance aliénante de l'autoritarisme refoulant d'hier.

Dans une société qui vend le sexe comme la crème glacée, un jour de canicule, avec le marketing d'un enfant de cinq ans, c'est-à-dire en mettre le plus possible et de toutes les façons, il n'est pas surprenant que la contrepartie éducative ne semble pas dépasser le discours du « protégez-vous » à inculquer le plus tôt possible, au risque d'occuper tout l'horizon de la croissance sexuelle, elle-même lourdement hypothéquée vers la déprime et les démissions de toutes sortes.

« Un scientifique qui n'est pas philosophe est un bricoleur dangereux », citait Albert Jacquard, généticien. Le retour à la réflexion s'impose pour dépasser les « quosse ça donne » et les « pas utile » de plusieurs élèves comme les fruits logiques de cette tendance qui dégénère aussi la langue, qu'on ne pourra pas protéger par des recours politiques.

La laïcisation tous azimuts et le rejet médiatisé des limites de

nos racines spirituelles constituent l'art de cacher la honte de notre incapacité à lire notre histoire. La dimension spirituelle, morale et religieuse a connu durant les dernières décennies une démobilisation record de son personnel sous l'oeil tranquille de la CEQ. L'école a mal à l'âme ; la tradition gauchiste de la CEQ et son souci d'aseptisation, ajoutée aux propositions utilitaristes des dernières réformes, n'est guère prometteuse.

Il existe une règle d'or pour l'éducation familiale et scolaire : « Occupez-les, sinon ils vont vous occuper ». Dans l'oisiveté, les délinquants, les trafiquants de dépendance sont rois. Dans un milieu bouillant d'activités culturelles, artistiques, sportives... ils deviennent selon l'expression de Lafontaine : « hères et pauvres diables » ; et ils commencent à se poser des questions.

Voilà une leçon quotidienne du terrain de l'école actuelle. Cette leçon est un préalable indispensable à toute élaboration sur le taux et la qualité d'occupation de nos jeunes dans la société de demain. L'école d'aujourd'hui doit se détourner de la mode raccourcie.

M. Louis Bujold est professeur à Carleton.

## Votre Opinion

## La critique est facile

M. Frank McKenna a osé vanter les mérites de la réforme de la sécurité sociale proposée par le ministre Lloyd Axworthy. M. McKenna a fait preuve de courage en reconnaissant les mérites de cette réforme. D'autres diront qu'il a fait preuve d'opportunisme politique. Chacun a droit à son idée.

La réforme proposée est souhaitable en ce sens qu'elle met l'emphase sur le « faire plus avec moins », c'est-à-dire qu'elle vise à mieux cibler les programmes sociaux en regard des clientèles qu'elles desservent. Il est grand temps de réformer en profondeur les programmes sociaux et de mieux les adapter au monde du travail d'aujourd'hui. Donc, cette réforme est souhaitable en regard des principes véhiculés.

Les moyens pour y arriver sont moins clairs. Est-ce une réforme centralisatrice ? Oui, parce que la réforme dicte des normes nationales, ce qui suscite automatiquement la critique des provinces. Non, parce que les provinces pourront toujours se prévaloir d'un droit de retrait dans les domaines de leurs com-

pétences, comme l'indiquait le ministre Massé récemment.

L'un des objectifs non avoués de cette réforme est la réduction du déficit des citoyens (certains disent « le déficit du gouvernement fédéral »). Cet objectif n'est pas avoué parce que le ministre sait fort bien que les citoyens préfèrent penser que le déficit n'existe pas et n'a pas d'effet sur leur environnement immédiat. Certains citoyens pensent que le fait de passer d'un gouvernement à un autre peut faire disparaître le déficit actuel comme par magie.

La dette accumulée des citoyens canadiens et québécois est l'une des plus élevées parmi les pays industrialisés. Plus dramatique encore, la proportion de notre dette détenue par les étrangers est de plus en plus élevée. Le véritable danger ne vient pas de la volonté centralisatrice d'Ottawa mais bien de nos créanciers internationaux.

Que doit faire le gouvernement du Québec face à cette réforme ? Premièrement, éviter de critiquer inutilement. Trop souvent des politiciens, des lobbyistes et des groupes de pression critiquent des réformes sans rien proposer de mieux. Cette fa-

çon ne permet pas de gagner la confiance de la population. Deuxièmement, proposer de meilleures solutions s'il y a lieu. Sinon accepter celles qui sont proposées (très difficile à faire lorsque l'idée ne vient pas de soi !).

Jean-Claude Ménard  
Saint-Augustin-de-Desmaures

## Posez un geste humanitaire

(En réponse à l'écrit de madame Geneviève Laplante de Sainte-Foy, paru le 16 octobre 1994)

Comme vous devez avoir en vous un enfant énormément blessé pour ressentir le goût de vous exprimer si méchamment face au voyage de madame Louise Brissette et de ses 24 enfants, à Rome, pour y rencontrer le pape !

Vous dites qu'il y a un million d'enfants canadiens vivant dans la pauvreté et vous hurlez au scandale, affirmant que des braves gens paient son voyage. Eh bien ! je crie bravo à ces braves gens qui, eux, ont compris avec tout leur cœur que le généreux geste n'allait pas les appauvrir en rendant heureux les 24 jeunes handicapés, leur

extraordinaire maman et leurs infatigables accompagnateurs.

Avez-vous songé, madame, vous qui me paraissez assise à vous admirer le nombril, quelle fut la charge de travail, de responsabilités et d'attentions constantes déployées lors de ce périple ? Il a surtout fallu beaucoup d'amour, de tendresse, d'humanité, d'oubli de soi, de grande foi et d'abandon à Dieu pour parvenir à accomplir un geste aussi grandiose.

Peut-être, comme vous l'affirmez, que madame Brissette étale ses convictions religieuses. Grand Dieu qu'il est temps que cela se fasse ! Pourquoi ne pourrait-on pas crier sa joie de faire du bien, puisque les médias se chargent si souvent de nous informer de toutes les proportions que prend la haine.

Dormez tranquille, madame Laplante. Et lorsque ces questions vous tirilleront à nouveau, sortez de votre cocon et posez un geste humanitaire, si petit soit-il. Vous vous apercevrez à votre grande surprise et peut-être aussi à votre grand bonheur, combien cela pansera votre blessure...

Line Lemelin  
Charlesbourg

Frappé de plein fouet par un autobus

# Un couple de Terre-Neuve périt sur l'autoroute 20

BOUCHERVILLE (PC) — Un homme et une femme de Terre-Neuve ont perdu la vie, hier matin, lorsque leur camionnette a été emboutie par un autobus nolisé, sur l'autoroute 20, à la hauteur de Boucherville, au sud-est de Montréal.

Le reste du groupe de 30 personnes a repris la route dans un autre véhicule. L'accident s'est produit en direction est, en face du ciné-parc de Boucherville.

Le couple originaire de Lourdes (Terre-Neuve), revenait apparemment de la chasse. Des paquets de viande de chevreuil étaient répandus un peu partout sur la chaussée. Une motoneige et une bicyclette d'enfant se trouvaient à l'arrière de la camionnette.

Sept passagers de l'autobus appartenant à la compagnie Larose, des personnes âgées membres d'un club de l'âge d'or montréalais, en route vers l'île aux Coudres, dans Charlevoix, ont été légèrement blessées et conduites au même hôpital.

Selon la police, la camionnette était immobilisée sur l'accotement

(du côté droit de l'autoroute 20, en direction de Québec). Il semble que le conducteur aurait soudainement décidé de reprendre la route en direction opposée, vers Montréal.

Croyant sans doute avoir suffisamment de temps pour compléter sa manoeuvre, le conducteur a amorcé un virage à 180 degrés pour aller emprunter le passage réservé aux véhicules autorisés.

Le sexagénaire, qui avait presque réussi à gagner le fameux passage, aurait donc coupé le chemin à l'autobus qui a violemment heurté la camionnette.

Tout le côté gauche du petit véhicule, emporté jusqu'au milieu du terre-plein, a été enfoncé et les pompiers ont dû utiliser les pinces de décarcération pour dégager ses occupants.

L'accident a complètement bloqué la circulation sur l'autoroute 20 jusqu'à midi.



## Violente explosion à l'ex-usine Kemtec

Un homme a été tué et un autre grièvement blessé dans une explosion suivie d'un spectaculaire incendie, en fin d'après-midi, hier, dans l'est de l'île de Montréal. L'explosion s'est produite dans un réservoir de l'ancienne usine Kemtec, à l'intersection des rues Sherbrooke et Broadway, à Montréal-Est. Cette usine maintenant occupée par la compagnie Coastal fabrique des produits d'asphalte. Un agent de sécurité, Robert Latreille, a déclaré qu'il avait entendu le bruit de l'explosion puis vu le dessus d'un réservoir être projeté dans les airs. La déflagration a été suivie d'un incendie qui a laissé échapper une colonne de fumée d'environ 300 mètres de haut visible à plusieurs kilomètres à la ronde. Les fumées qui s'échappaient n'étant pas toxiques, il n'y a pas eu d'évacuation.

## Suicide de trois jeunes à Vancouver Au refuge des itinérants, ils étaient très animés

VANCOUVER (PC) — Quelques jours avant de se suicider, les trois jeunes de 18 ans du Québec et de Terre-Neuve avaient trouvé refuge dans un centre pour itinérants, où ils resplendissaient d'enthousiasme, raconte l'animateur du refuge.

« Ils ont travaillé sur le terrain pendant cette fin de semaine et ils ont joué au billard », a expliqué Chris Graham, coordonnateur du centre provincial Safe House, pour jeunes adultes itinérants.

« Ils étaient très accommodants, des jeunes fantastiques, comme une bouffée d'air frais. »

Les corps de Stéphane Langlois et de Michael Côté, de Fermont, au Québec, et de Steve Dallaire, de Labrador City, à Terre-Neuve, ont été retrouvés dimanche dans un entrepôt de la banlieue de Vancouver. Ils sont morts d'un empoisonnement au monoxyde de carbone.

À leurs côtés, un journal qui relate leur périple de Montréal à Vancouver, mais aussi révèle une obsession apparente pour le rocker grunge de Seattle, Kurt Cobain, qui s'est suicidé le 5 avril.

Des documents de la maison pour jeunes Safe House révèlent que Steve Dallaire se faisait appeler « Satan ».

Christian Côté, le père de Michael, a estimé jeudi que les responsables du refuge pour jeunes auraient dû le prévenir de l'arrivée de son fils.

M. Graham, lui, explique que durant leur séjour de deux jours, le personnel de la maison n'a pas cherché à prévenir les parents des trois garçons « à cause de leur âge. Ils disaient qu'ils pouvaient revenir à la maison, ce que certains jeunes ne peuvent pas faire. Alors on n'a pas senti qu'il fallait prévenir la famille immédiatement. »

Les trois jeunes sont arrivés affamés et fatigués le 30 septembre, a-t-il dit. Ils ont dit qu'ils logeraient avec leur rat de compagnie, *Bad Trip*, dans un garage.

Selon des notes écrites par le personnel du centre, Steve Dallaire voulait « se reposer et manger », et souhaitait demander l'aide sociale et un logement le 3 octobre.

Selon la police, Dallaire a retiré 180 \$ du compte bancaire de sa mère le 30 septembre, présumément pour louer l'entrepôt. Le 4 octobre, il a retiré 10 \$.

## Fusillade sanglante en Ontario: deux frères arrêtés

TORONTO (PC) — Mitchell (Mickey) McArthur était de nouveau derrière les barreaux hier — moins de cinq mois après avoir purgé une peine de prison. Lui et son frère, Angus, font face à des accusations à la suite d'une fusillade sanglante survenue au cours d'un vol de banque et durant laquelle cinq personnes ont été blessées dont trois agents de police. Les suspects ont été appréhendés lorsque les escouades tactiques de la police ont effectué des descentes dans deux maisons de Kingston aux petites heures du matin. Les raids ont suivi une chasse à l'homme massive pour retrouver les deux individus qui avaient dévalisé une banque à Port Perry, en Ontario, jeudi soir, et qui avaient pris la fuite en tirant sur tout ce qui bougeait.

# LES CRITIQUES SONT UNANIMES: C'EST UNE 95.



la nouvelle **FIREFLY** 10 995 \$\*

Pour une fois, les experts sont d'accord. Non seulement ils s'entendent pour dire que la Firefly 4 portes 1995 a un nouveau profil, 2 sacs gonflables, une cage de sécurité et des freins antiblocage en option, mais ils vont jusqu'à affirmer qu'elle possède un moteur 4 cylindres. Et croyez-le ou non, ils sont même d'accord avec le prix.



\* P.D.S.F. Taxes de vente, immatriculation et transport en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre.  
 \*\* Selon la première éventualité. Tous les véhicules neufs Pontiac 1995 sont couverts par la garantie GM Total.  
 † L'Assistance Routière est offerte sur les modèles Pontiac 1995. Durée: 3 ans ou 60 000 km, selon la première éventualité.

# Chrétien favorable à l'enregistrement des armes à feu

OTTAWA (PC) — Le premier ministre Jean Chrétien a déclaré hier qu'il est pour l'enregistrement de toutes les armes.

« Je crois que nous devons obliger tout le monde à enregistrer ses armes », a dit M. Chrétien avant le début d'une réunion du cabinet. « Nous enregistrons bien toutes les voitures, quel mal y a-t-il donc à enregistrer toutes les armes ? »

C'est la première fois que M. Chrétien dit presque carrément que le projet de loi sur le contrôle des armes à feu, qui devrait être présenté bientôt, comprendra un système d'enregistrement obligatoire des armes à feu, ce à quoi sont opposés beaucoup de propriétaires d'armes.

Le premier ministre a fait ces commentaires après que deux fusillades eurent lieu en Ontario jeudi. Cinq personnes ont été blessées dans une fusillade survenue au cours d'un vol de banque à Port Perry et un élève adulte a fait feu sur deux enseignants dans une école secondaire de Toronto, les touchant tous les deux.

D'après la loi en vigueur, les armes de poing et les armes contrôlées doivent être enregistrées. Mais les propriétaires de millions de carabines ne sont pas tenus d'enregistrer leurs armes.

Les personnes désirant acheter

une carabine doivent d'abord obtenir un certificat d'acquisition d'armes à feu, mais n'ont pas à indiquer à la police le genre d'armes qu'ils se procurent.

Le gouvernement fédéral a l'intention de présenter un nouveau projet de loi sur le contrôle des armes à feu avant Noël, a déclaré le ministre de la Justice Allan Rock.

« Plus vite ça se fera et mieux ça vaudra », a lancé M. Chrétien.

Il a cependant expliqué clairement que le gouvernement n'avait pas encore terminé ses consultations sur les nouvelles mesures à imposer.

« Il n'y a pas d'unanimité sur cette question au pays. Nous sou-

haitons avoir le point de vue de tout le monde. »

Cependant, les commentaires

de MM. Chrétien et Rock indiquent que le gouvernement s'apprête à aller de l'avant avec des contrôles plus stricts sur les armes

à feu, sans se soucier de l'opposition de beaucoup de propriétaires d'armes ainsi que d'un certain nombre de députés libéraux.

## La recette d'un policier ontarien

# Discipline et tolérance zéro envers les élèves violents

TORONTO (PC) — Pour éviter que la violence dans les écoles ne s'accroisse, il faut avoir un « degré zéro » de tolérance envers les élèves violents et les envoyer dans un lieu spécial où on va leur enseigner ce dont ils ont besoin : la discipline.

Il a expulsé à vie pour comportement violent, il se retrouve dans la rue. Au Québec, le filet social prévoit des écoles de réadaptation.

Voilà en tout cas ce qu'a proposé hier l'un des membres dirigeants de l'Association canadienne de police, Scott Newark, lors d'une conférence sur la violence des écoles qui avait lieu à Toronto.

Le hasard a fait que cette conférence de trois jours se soit déroulée au lendemain d'une fusillade dans une école de Toronto, où un élève inscrit aux cours du soir a tiré sur deux professeurs après avoir appris que son dossier scolaire était insatisfaisant.

Le policier Newark a indiqué que cet incident violent était certes un cas isolé et qu'il ne fallait pas généraliser. Mais il a estimé qu'il était temps qu'on trouve des solutions concrètes au problème grandissant de la violence dans les écoles.

« Comment devons-nous traiter avec des jeunes qui commettent des actes anti-sociaux ? C'est un énorme défi », a-t-il déclaré devant quelque 200 interlocuteurs du milieu scolaire en Ontario qui participaient à la conférence.

Selon le policier Newark, l'école doit être sécuritaire. « En tant que Canadien, il est dans mon droit de m'attendre à ce que l'école où j'envoie mon enfant soit sécuritaire. Il serait irréaliste, injuste et dans certains cas dangereux de simplement permettre à ces jeunes qui ont développé des comportements antisociaux de menacer la sécurité de leurs pairs et des professeurs ».

Ainsi, la politique de tolérance zéro que préconisent certaines commissions scolaires en Ontario est un bon point de départ, estime-t-il.

Cette politique prévoit la suspension à vie de l'école pour un élève qui possède une arme à feu ;

qui menace quelqu'un avec une arme ou une réplique d'arme ; qui commet une agression armée ou une agression physique entraînant des blessures corporelles graves ou encore une agression sexuelle.

Sauf que les élèves qui affichent des comportements violents ne doivent pas se retrouver dans la rue où ils risquent encore plus de devenir les criminels de demain, estime M. Newark.

### Discipline

Tous les cas de jeunes délinquants que Scott Newark a rencontrés ont un trait en commun : le manque de discipline personnelle, de respect pour eux-mêmes, d'estime de soi.

Ces élèves violents, selon lui, ne comprennent pas le langage « de se brancher sur ses émotions » qu'on enseigne dans les écoles d'aujourd'hui. Ils comprennent la discipline.

M. Newark ne veut pas parler d'école de réforme. « Je n'aime pas ce terme, il a une connotation punitive, draconienne, mais il faut des écoles où on inculque aux jeunes ce qu'ils n'ont pas reçu de leur parents ».

Ce genre d'école n'existe pas dans la région de Toronto. Si un élève commet un acte violent pour lequel il est condamné par les tribunaux, il se retrouve dans une maison de correction. Mais s'il n'est pas condamné et si son école

on a marché sur la lune

VASQUE SUNDOWNER 219 \$  
SALOMON ADVENTURE 7 169 \$

La Vie Sportive

LE PLUS VASTE CHOIX DE BOTTES DE MARCHÉ.

600, BOUVIER, QUÉBEC 623-8368

**LA NEURO-LINGUISTIQUE**  
L'art de communiquer, influencer et exceller.

Vous avez une base en PNL? Devenez "Praticien(ne) en PNL" avec ANNE K. ENTUS, Ph. D. en psy assistée de formateurs de Réseau PNL Québec

DURÉE: 8 fins de semaine de nov. 94 à juin 95  
Form. de base: (30 hres) 31 oct. au 4 nov.

Organisez votre groupe et appelez-nous!  
Inf.: 527-2141  
Françoise Marotte, M.ed.

RÉSEAU PNL QUÉBEC  
820, rue Casot, Québec G1S 2X9

**Faites des économies substantielles!**  
Abonnez-vous: 647-3333 (Québec) ou au 1-800-463-2362 (régions)  
**LE SOLEIL**

**TRAITEMENT du RONFLEMENT au LASER**

Hôpital Saint-François-d'Assise  
Dr Pierre Boisvert - Dr Jacques Fournier  
Dr Yvon P. Morrissette - Dr Patrick Savard  
oto-rhino-laryngologistes  
525-4310

L'autre façon de s'habiller!

MANTEAUX  
Nos LODEN sont là et nos MICRO LUXE aussi!  
Importés d'ALLEMAGNE  
longs, courts, avec ou sans capuchon  
SUR MANTEAUX SÉLECTIONNÉS

RABAIS 20% SUR MANTEAUX SÉLECTIONNÉS

**Miryam Taybak**  
Place de la Cité, Sainte-Foy 653-1715

« NOUS vous FERONS un COIN de CIEL BLEU »

moins 45% TOUTE L'ANNÉE

vers toutes nos destinations  
RÉSERVATIONS 7 JOURS À L'AVANCE  
EN RESTANT LE SAMEDI À DESTINATION

À notre bord, vous pourrez vous détendre et vous préparer. Vous arriverez frais et dispos à votre réunion d'affaires. Prêts à performer. Appelez votre agent de voyages ou Inter-Canadien au 1 800 665-1177.

**Inter-Canadien**  
UN COIN DE CIEL BLEU